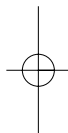


Pashkabigoni

Une histoire pleine de promesses

Mémoires
du Mouvement des centres d'amitié
autochtones du Québec
(1969-2008)





Pashkabigoni

Une histoire pleine de promesses

Mémoires du
Mouvement des centres d'amitié
autochtones du Québec
(1969-2008)



Direction du projet
Regroupement des centres d'amitié autochtones (RCAAQ)

Rédacteurs
Louis Bordeleau
Pierre Mouterde

Collaboration à la rédaction
Les Centres d'amitié autochtones du Québec
L'équipe et la direction du RCAAQ
GRF Recherche/Évaluation

Révision des textes
Frédéric Létia

Graphisme
Suzanne Lafontaine



Photographies
Centres d'amitié autochtones

La publication de ces mémoires a été rendue possible grâce au soutien du Programme Nouveaux Horizons pour les Aînés du Gouvernement du Canada et du Réseau d'action bénévole du Québec.

On ne peut reproduire aucun extrait de ces mémoires sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit sans avoir obtenu au préalable la permission écrite du Regroupement des centres d'amitié autochtones.

ISBN 978-2-9810355-3-0

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2008

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2008



*En reconnaissance de l'implication et du dévouement de nos pionniers
disparus du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec,*

À Joseph Shecapio-Blacksmith,

Cécile Bordeleau,

Annie Bastien Cleary,

Linda Akwright,

Margaret Moore,

Johanne Pinette,

Ginette Flamand

Pour ne nommer que ceux-ci...

Table des matières

INTRODUCTION : MESURER LE CHEMIN PARCOURU	9
LES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	
COMPOSANT AVEC LA RÉALITÉ URBAINE.....	11
Des réalités nouvelles!	11
La condition des Autochtones vivant en milieu urbain.....	13
Ne compter pour personne ?	16
UNE HISTOIRE PLEINE DE PROMESSES	19
Un travail de pionnier	19
Le CICC : le Centre indien cri de Chibougamau	21
Le CAAVD : le Centre d’amitié autochtone de Val-d’Or	28
Le CAALT : le Centre d’amitié autochtone de La Tuque	36
Le CAAM : le Centre d’amitié autochtone de Montréal	44
Le CEAAS : le Centre d’entraide et d’amitié autochtone de Senneterre	50
Le CAAQ : le Centre d’amitié autochtone de Québec	58
Le CAAL : le Centre d’amitié autochtone de Lanaudière	64
Le CAASI: le Centre d’amitié autochtone de Sept-Îles.....	67
Le RCAAQ : le Regroupement des centres d’amitié autochtones du Québec.....	69
LES APPORTS DÉCISIFS DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES.....	80
Des activités et des services uniques en leur genre	81
À l’image de l’aigle, la mission du Regroupement.....	82
Des gains pratiques	85
L’apport de la jeunesse.....	88
DES PERSPECTIVES POUR LE FUTUR	91
La multiplicité des espaces de revendication	92
La complémentarité et l’autonomie.....	96
CONCLUSION : DES ÉTINCELLES D’ESPÉRANCE	98

*J'ai dans la tête deux racines
L'une de la ville et l'autre de la terre
L'une hante sans cesse mon esprit
Comme un rappel, un rappel à la terre*

Denyse Chartrand,
Mes racines (recueil de poèmes non publié)



« Nous ne sommes pas d'hier, mais c'est de là que nous prenons élan, direction, vocation, chemin. Nous sommes Indiens, nous sommes flèches dans l'air, étant ce que nous sommes et ce que nous fûmes, cherchant à être chemin vers l'avant. Rien ne nous gouverne, sauf ce qui a été choisi par nous. La force d'hier, le souffle actuel du vent et le destin nous disputent le chemin, mais c'est nous qui décidons »

Sous-commandant Marcos, La marche des zapatistes, 2001



Voilà maintenant 39 ans que le premier Centre d'amitié autochtone du Québec a vu le jour. C'était à Chibougamau en 1969. Depuis les Autochtones composant avec la réalité urbaine du Québec ont mené à bien tant de réalisations qu'il a semblé nécessaire d'en raconter, sous forme de mémoires, les moments les plus marquants.

Ces mémoires sont le récit des efforts et réussites des Autochtones composant avec la réalité urbaine, l'histoire de cette longue marche qui les a conduits aujourd'hui à disposer au Québec, non seulement de huit centres d'amitié très actifs, mais encore d'un authentique mouvement qui les supporte et fait entendre leur voix.

Dans le contexte de la difficile reconnaissance des droits des membres des Premières Nations, c'est là tout un exploit. Il fallait le rappeler, en témoigner, ne serait-ce que pour mesurer le chemin parcouru, se donner l'occasion de fêter les avancées qu'il représente et surtout réfléchir aux défis qui se dressent encore à l'horizon. Comme un appel à aller plus loin !



L'AIGLE

Il représente le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Il apporte la vision, la puissance et l'inspiration. Il aide à prendre du recul pour analyser les actions qu'il faut entreprendre. Il offre l'objectivité et la clarté d'esprit nécessaires aux prises de décision et à la recherche des priorités. Puisqu'il monte si haut dans du ciel, il vole au-dessus de tout et dispose d'une vue d'ensemble. L'aigle symbolise aussi la communication, laquelle se veut être primordiale entre le RCAAQ et les centres d'amitié qui composent le mouvement et sont la raison d'être de l'Association provinciale.



Introduction :

Mesurer le chemin parcouru

Tout le monde aura, un jour ou l'autre, entendu parler des Premières Nations du Canada et du Québec. Et tout le monde saura comment, sous le coup de volontés assimilatrices, on a cherché à les oublier et les marginaliser, en somme à les transformer en peuples invisibles. Peu sauront cependant qu'il existe, depuis déjà quelques décennies, une frange de la population autochtone qui vit de manière nouvelle cette invisibilité : les Autochtones composant avec la réalité urbaine.

Pourtant ces Autochtones urbains regroupent près de la moitié de tous les Autochtones du Canada et plus d'un tiers de ceux du Québec. Vivant en ville ou ayant quitté récemment la protection de leur communauté originaire pour rejoindre la ville, et ayant ainsi perdu une bonne partie des droits s'y rattachant, ils connaissent une existence particulièrement précaire. À la manière d'une authentique diaspora... autochtone ! En Algonquin ce phénomène pourrait être traduit par le mot « Pashkabigoni » qui évoque « l'éparpillement du pollen libéré par les fleurs » et renvoie à la réalité de la dispersion des Autochtones obligés de migrer vers les villes. Comme si les discriminations et inégalités traditionnelles vécues dans leurs communautés prenaient de nouvelles formes, et qu'en se retrouvant en ville, au cœur du monde allochtone citadin, ils se voyaient particulièrement isolés et démunis, sans moyens pour se faire entendre et reconnaître, pour exister, ainsi qu'ils le désirent tant, comme des Autochtones à part entière !

Au Québec, cette réalité se fait particulièrement sentir dans les villes de Montréal, Québec, Val-d'Or, Chibougamau, Sept-Îles, La Tuque, Joliette et Senneterre, mais aussi dans celles de Gatineau, Roberval, Baie-Comeau et Maniwaki.





C'est dans ce contexte qu'on saisira l'importance des efforts déployés par ces pionniers et pionnières autochtones qui, au fil des ans, ont mis sur pied les huit centres d'amitié autochtones du Québec, et qui – au-delà de bien des incompréhensions et difficultés -- sont parvenus à les regrouper dans une même association provinciale : le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCCAQ).

Quelles que soient les particularités de leur propre démarche, tous avaient à leur manière le même objectif de fond, celui de faire entendre la voix des Autochtones composant avec la réalité urbaine, celui de leur porter appui au quotidien.

Telle est la raison de ce texte : rappeler ce qui s'est passé à leur propos, faire œuvre de mémoire, et le faire pour amener chacun à mieux connaître les rêves et aspirations, les revendications des Autochtones du Québec vivant en ville ainsi que l'histoire de leur organisation collective.

Mais plus qu'un écrit, nous avons voulu que ces mémoires soient aussi, à travers les photos et illustrations qui agrémentent le texte, une œuvre soucieuse de beauté, un témoignage de culture, l'expression même de cette identité culturelle à l'affirmation de laquelle les Autochtones composant avec la réalité urbaine sont si fiers de participer.

N'est-ce pas ainsi qu'on saisira l'énorme chemin parcouru et tout ce qu'il reste encore à entreprendre pour qu'à l'avenir, la voix des Autochtones du Québec – de tous les Autochtones du Québec – soit vraiment prise en compte ?

Alors, bonne lecture !





Les Autochtones du Québec composant avec la réalité urbaine

Des réalités nouvelles!

Les Autochtones composant avec la réalité urbaine sont l'expression des réalités nouvelles auxquelles sont confrontés les membres des Premières Nations du Québec.

Comme les Autochtones vivant en communauté, ils ont été dépossédés des droits fondamentaux que leur statut de membres des Premières Nations devrait leur conférer. Et comme eux, ils sont plus souvent qu'autrement réduits à l'état de citoyens de seconde zone : en butte à la discrimination ou à des conditions inégalitaires se situant toujours très loin, dans les études statistiques, des indices moyens allochtones. Aux yeux des gouvernements allochtones, leur condition ne compte donc pas vraiment, ils n'existent pas, de telle sorte qu'en tant qu'Autochtones, ils ont fini par se muer en peuples invisibles !

Mais ne vivant plus en communauté et ayant été amenés à vivre en ville, les Autochtones urbains se trouvent en même temps confrontés à une série de nouveaux défis aiguisant d'autant ce premier problème.





En effet, en quittant leur communauté d'origine, ils sont conduits à perdre une partie des droits, des protections et des services dont ils pouvaient disposer grâce à elle, alors qu'au même moment ils doivent s'efforcer de vivre dans un monde citoyen qui n'est pas le leur et qui, sans leur être directement hostile, les ignore totalement. Ainsi, en résidant en ville, ils ne disposent pas, comme dans leur communauté d'origine, de services collectifs autochtones. Ils ne disposent pas non plus d'une structure de représentation qui leur soit propre et qui leur permettrait de faire valoir leurs aspirations et revendications sur la base de ce qu'ils vivent au quotidien dans le monde citoyen.

Réduits à n'être que « marginalité dans la marginalité », ils ont toutes les peines du monde à trouver leur place et à faire entendre leur voix. Ils ont toutes les peines du monde à exister comme Autochtones !

Pourtant, selon les dernières données statistiques en la matière (2005), ils ne représentent pas moins de 37 pour cent de tous les Autochtones du Québec (et 48 % de tous les Autochtones du Canada (2001)), soit entre 1/4 et 1/3 des Autochtones inscrits du Québec, ce qui correspond à près de 25 400 personnes, sur une population totale de 68 738 personnes¹.

Mais ce qui est encore plus révélateur, c'est la croissance de leur nombre. En deux décennies, la population des Autochtones ayant à composer avec la réalité urbaine a doublé, voire même triplé dans certains centres urbains du Québec. Ce phénomène est certes le résultat d'une migration soutenue vers les grands centres urbains mais provient aussi du fait qu'un nombre important d'Autochtones vivant en ville ont pu retrouver leur statut, grâce à la loi C31, et ont choisi dorénavant de s'affirmer comme tels.





La condition des Autochtones vivant en milieu urbain

Cette forte croissance n'en a pas moins donné un caractère particulier à la population autochtone urbaine. Composée d'une grande fraction de jeunes de moins de 29 ans (69 % de l'ensemble), elle comporte aussi un pourcentage plus élevé de femmes (56 %), dont bon nombre d'entre elles sont chargées de famille. Et, de manière générale, si ces conditions d'existence économiques, sociales, culturelles restent très nettement en dessous des barèmes allochtones, elles tendent cependant à être légèrement au-dessus de celles des Autochtones vivant en communauté.

Ainsi, si l'on utilise les indices du développement humain de l'ONU, on s'aperçoit que parmi les 174 pays pris en compte, le Canada se retrouve au 8^{ème} rang, mais que si on s'en tenait aux indicateurs des seuls Autochtones du Canada, il se retrouverait au 48^{ème} rang (juste devant le Mexique), et au 37^{ème} rang si l'on ne prenait en compte que ceux des Autochtones urbains². Ceci fait bien ressortir l'ampleur du fossé existant entre allochtones et Autochtones mais permet aussi de mieux saisir les différences existant entre Autochtones vivant en communauté et hors communauté.



De manière plus précise, en termes d'éducation, on peut noter que si 50 % des membres des Premières Nations du Canada, âgés de 25 à 64 ans et vivant dans les réserves, n'ont pas terminé leurs études secondaires, ce taux baisse à 30 % dans le cas de leurs homologues vivant hors communauté et... à 15 % pour les Canadiens pris dans leur ensemble.

Dans le même sens, on remarque que seulement 4 % des Autochtones vivant en réserve sont titulaires d'un diplôme universitaire, alors que ce pourcentage, en hausse par rapport à 2001 (7 %), s'élève à 9 % pour les Autochtones hors communauté et à ... 23 % pour les Canadiens ³.



Si l'on se situe cette fois-ci au niveau du Québec pour ce qui concerne la question de l'emploi, on peut remarquer que dans l'ensemble les Autochtones de 15 ans et plus affichaient des taux de chômage beaucoup plus élevés que les non-autochtones. En 2001, 14 % des Autochtones vivant hors réserve étaient chômeurs, comparativement à 8 % des non-autochtones. De façon générale, les hommes étaient plus

susceptibles que les femmes d'être chômeurs. Le taux de chômage était particulièrement élevé chez les jeunes Autochtones de 15 à 24 ans vivant hors réserve.

Quant aux indices clefs permettant d'évaluer la qualité de la vie, on peut s'apercevoir qu'en 2001, un Autochtone sur dix vivant hors réserve au Québec avait déclaré que l'eau à son domicile n'était pas potable, tandis que 21 % avaient dit qu'il y avait des périodes de l'année où l'eau était contaminée.

De la même manière, on réalise que quelques 16 % des Autochtones vivant hors réserve habitaient dans un logement surpeuplé, comparativement

à 5 % pour les non-autochtones. En 2001, environ 17 % des ménages d'Autochtones vivant hors réserve faisaient état de besoins impérieux en termes de logement ⁴.

Mais au-delà même de ces données, il faut s'arrêter sur une autre dimension de la réalité vécue par les Autochtones urbains. Les difficultés les plus importantes qu'ils connaissent, tiennent autant aux nettes inégalités socio-économiques qu'ils supportent qu'au fait qu'ils se retrouvent dans une situation totalement inédite : comment affirmer leur identité autochtone, revendiquer des droits dans un milieu urbain qui n'est pas le leur et qui vit au seul rythme des valeurs allochtones ? Et comment le faire, quand on n'a plus directement accès à l'appui de sa communauté d'origine, ni en termes de services, ni en termes de représentation ?

En fait, les Autochtones composant avec la réalité urbaine connaissent des conditions semblables à toutes les diasporas du monde, à tous ces peuples que les aléas de l'histoire ont forcé à s'exiler de chez eux. Comme ces derniers, les peuples autochtones des Amériques ont été amenés à se disperser et à se confronter, sur le mode de l'isolement, à un autre univers matériel et culturel que le leur. Ils ont ainsi donné naissance à de nouvelles générations d'Autochtones qui se sont installées en ville et qui souvent ont fini par y bâtir leur vie.

En effet, devant la stagnation de la situation économique et sociale à l'intérieur des réserves, plusieurs Autochtones partent dans l'espoir d'améliorer leur situation. Certains se voient aussi obligés d'aller vivre en ville pour poursuivre leur formation académique ou professionnelle ou encore pour se rapprocher des services de santé.





Certains sont donc de passage en ville, mais d'autres se sont établis en milieu urbain depuis plus d'une génération, au point que la ville constitue dorénavant leur milieu de résidence.

Ayant été, pour de multiples raisons, amenés à quitter leurs territoires d'origine (eux-mêmes déjà confinés à l'état exigu de la seule réserve), les Autochtones urbains se retrouvent donc dans un milieu qui n'est pas traditionnellement le leur, en étant isolés et par conséquent soumis à de fortes tendances assimilationnistes. Comment dans un tel contexte garder leur langue, leur culture, leur identité même? Et que veut dire être Autochtone, rester un Autochtone en milieu urbain? Telles sont les interrogations auxquelles leurs nouvelles conditions d'existence ne cessent de les renvoyer.

Ne compter pour personne ?

Or ces questions sont d'autant plus pressantes que les Autochtones hors communauté ne semblent officiellement vraiment compter pour personne. Ni pour le gouvernement fédéral qui prétend n'avoir d'obligations légales et financières qu'envers les Autochtones vivant en communauté. Ni pour les gouvernements provinciaux qui, même s'ils disposent de pouvoirs en termes de santé, d'éducation et de gestion des ressources territoriales, craignent d'être obligés d'assumer des coûts additionnels qui ne leur correspondraient pas. Ni même pour les gouvernements autochtones qui arrivent difficilement à comprendre cette nouvelle réalité sortant des cadres définis par la réserve ou la communauté.

Ce qui fait que les Autochtones urbains, sans services vraiment reconnus ni représentations clairement identifiées, ont tendance à se retrouver assis entre deux, voire même... trois chaises, en n'étant jamais totalement sûrs



de trouver le siège ou la place qui leur permettrait d'asseoir leur présence et d'occuper l'espace qui leur revient.

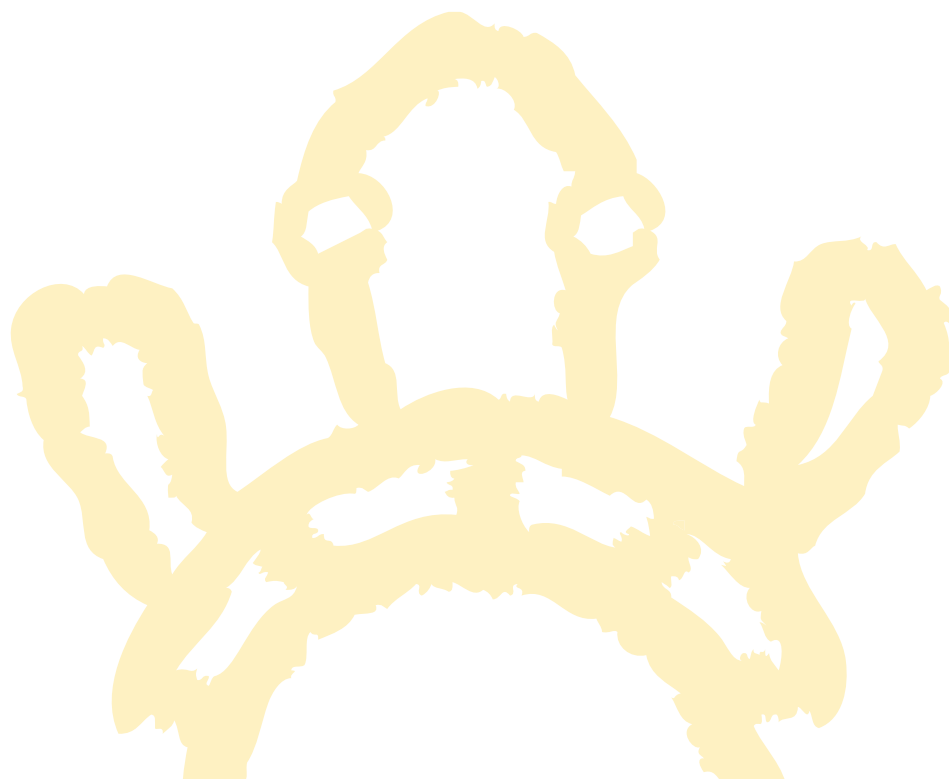
Mais c'est là l'intéressant : loin de disparaître et se fondre dans l'anonymat des villes, loin de s'y acculturer ou de sombrer dans l'assimilation, les Autochtones vivant en ville ont trouvé l'occasion d'y faire germer de nouvelles manifestations d'affirmation identitaire, originales et pleines de promesses.



La TORTUE

C'est la base.

C'est elle qui porte la terre. Les centres, à l'image de la tortue portent le mouvement des centres d'amitié.



Une histoire pleine de promesses

Un travail de pionnier

C'est dans ce cadre inédit – à la fois nouveau et difficile – qu'il faut saisir le travail de pionnier effectué par les centres d'amitié autochtones. Car ceux-ci se sont constitués au fil des ans, comme un véritable réseau d'entraide pour cette nouvelle génération d'Autochtones, ces nouvelles communautés autochtones urbaines. Au Canada, on en trouve 117, et 8 au Québec... ayant pignon sur rue à Montréal, Québec, La Tuque, Val-d'Or, Senneterre, Chibougamau, Joliette et Sept-Îles.

Au Québec, l'histoire des centres d'amitié autochtones est plus récente. Elle a pris naissance à la fin des années 60, dans le sillage de transformations socio-économiques importantes qui ont, soit favorisé l'expansion de centres urbains allochtones vers les territoires des communautés autochtones (comme dans le cas de Chibougamau), soit entraîné un nombre croissant d'Autochtones vivant en communauté à migrer vers les villes.

C'est pour faire face à cette nouvelle réalité, en somme pour tenter d'atténuer le fossé si profond entre la communauté autochtone et la ville, entre les territoires des Premières Nations et la réalité urbaine, que les centres d'amitié autochtones ont poussé, les uns après les autres, comme des champignons.

Et même s'ils sont nés à des dates différentes et souvent en fonction de besoins spécifiques, ils ont toujours émergé de la nécessité de répondre à des urgences et attentes exprimées par des Autochtones obligés de se confronter à la réalité urbaine. Plus généralement, ils ont toujours cherché à devenir ce lieu convivial capable de remplacer « le bar indien », ou « les lobbys d'hôtel inhospitaliers », en faisant naître un espace de services et d'échanges authentiquement autochtone, au cœur même de la ville.



Accueil, référence, soutien, formation, intégration, promotion de la culture : on verra -- ainsi que nous le fait si bien voir Louis Bordeleau -- que si la manière est toujours un peu la même, elle n'a pu devenir synonyme de succès que grâce à la patience et à l'acharnement de ceux et celles qui ont osé se lancer dans une telle entreprise.

En ce sens l'histoire de chacun de ces centres est une histoire de dévouement, de courage et de ténacité, une histoire faite d'approfondissements progressifs, de reculs temporaires, de victoires incertaines, une histoire qui nous fait saisir l'immense chemin parcouru, mais aussi tout ce qu'il reste à entreprendre, une histoire dont chaque avancée fait figure d'étincelles d'espérance.





Le CICC : *le centre indien cri de Chibougamau*

Au cours des années 1950, un boom minier secoue le moyen nord québécois et la ville de Chibougamau est bâtie à la vitesse de l'éclair en plein cœur du territoire cri. Plusieurs familles crie déplacées par le développement minier se regroupent au Lac aux Dorés. La route reliant Chibougamau à la communauté de Mistissini vient tout juste d'être terminée.

Les Crie se rendent à Chibougamau pour faire leurs courses et pour des soins hospitaliers. Ils ont comme deuxième langue l'anglais alors que Chibougamau est pratiquement francophone unilingue. Les Crie n'ont presque pas de relations avec le gouvernement provincial, étant donné qu'ils sont sous la juridiction du gouvernement du Canada. Ils attendent des heures pour leur transport, assis à l'extérieur du magasin La Baie d'Hudson, emblème de l'exploitation des Premières Nations via le commerce des fourrures. Le logement n'est pas accessible aux Crie vu la rareté des loyers et l'omniprésence du racisme.

En 1969, le Chef des Crie du Lac aux Dorés et des intervenants du milieu se joignent pour former un organisme incorporé avec un conseil d'administration et créent ainsi le premier centre d'amitié autochtone du Québec : le Centre indien cri de Chibougamau (CICC). Le premier C.A. du centre est formé de Smally Petawabano, Chef de Mistissini, Joe Coom et Alphonse



Tropper, conseillers de Mistissini, Jimmy Mianscum, Chef des Cris du lac Doré, Peter Gull, mineur cri à Chapais, Hugo Miller, pasteur anglican, Jean Carrière, propriétaire d'hôtel, Laurent Levasseur, directeur des services sociaux, et Edna Neeposh, intervenante sociale.

En décembre 1970, on convainc Anne-Marie Awashish, qui vit alors à

Mistissini, de démarrer le projet. Femme engagée et leader naturelle, elle va mener à terme ce qu'on attendait d'elle. Un local est loué au-dessus de la librairie Chibougamau. La première subvention en provenance du Secrétariat d'État (S.É.) se chiffre à six mille dollars. Le financement sera utilisé en premier lieu pour offrir un gîte à des mineurs de Mistissini qui fonctionnera grâce à des bénévoles. Les Cris sont heureux d'avoir un endroit bien au chaud

pour rencontrer les leurs, tout en dégustant un bon thé. Le local servira en particulier d'hébergement à deux mineurs de Mistissini qui ne pouvaient se loger après leur quart de travail. Avec un budget de maigre pitance, le CICC offre les services qui urgent, c'est-à-dire l'hébergement, la traduction, l'information de référence et les autres besoins reliés au modernisme. Les Cris veulent suivre des cours de conduite et des cours d'extraction de minerais afin de pouvoir travailler dans le secteur minier; le centre d'amitié va faciliter l'organisation et l'initiation de ces apprentissages.

En 1972, une subvention du Secrétariat d'État (S.É.), accordée dans le cadre du programme des migrants autochtones, va permettre l'embauche de trois personnes. Les responsables du CICC peuvent respirer plus à l'aise.





En 1974-1975, le rêve devient réalité. L'Église anglicane fait don d'un terrain au 95, rue Jaculet, et le Secrétariat d'État fournit un fonds d'immobilisation pour la construction

d'un immeuble adapté aux besoins réels de la population crie de la région. Les dirigeants peuvent dès lors répondre aux autres besoins émergents, dont l'éducation et les relations interculturelles. On instaure un comptoir d'artisanat. La nouvelle bâtisse dotée de toutes les commodités contraste substantiellement avec les rues froides de Chibougamau et l'atmosphère malsaine du « bar indien » de la place, où cinq ans auparavant, les Cris faisaient le pied de grue pendant des heures afin de pouvoir retourner chez eux.

C'est à cette période qu'Anne-Marie Awashish, constatant que le CICC est bien implanté et bien en selle, va aider au développement d'autres centres d'amitié au Québec, dont La Tuque, Val-d'Or, Montréal et Senneterre. Elle participe également à la formation du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec; un bel exemple d'entraide, de générosité et de solidarité. Elle mentionne la participation des gens engagés qui ont rendu possible la création des C.A.A., dont Margot Chiachi et Henri Baribeau de La Tuque, Annie Moore, Michèle Rouleau et Georges Bordeleau de Senneterre, Gloria Nault, Jeanne et Dean McDonald de Val-d'Or, Margaret Horn et Eddie Gardner de Montréal.

En 1981, le CICC agrandit son immeuble avec un deuxième étage grâce à un autre fonds d'immobilisation du Secrétariat d'État. Monsieur Yves Jégou, agent de développement social au S.É., joue un rôle important lors de cette étape de développement.



On peut alors installer les bureaux et salles de réunion à l'étage supérieur, réserver le rez-de-chaussée pour l'hébergement, la cuisine, la salle à dîner et la boutique d'artisanat, et finalement le sous-sol pour le local des jeunes et la Commission scolaire crie.

Le service aux patients cris revêt une place prépondérante au CICC qui doit garder ses portes ouvertes sept jours sur sept. Au début des années 1980, on y sert une trentaine de repas par jour.



La première exposition d'artisanat d'envergure s'est tenue en 1980, dans le hall de l'hôtel de ville. On remarque un intérêt des élus municipaux pour une amélioration des relations avec les premiers habitants qui, indubitablement, s'y connaissent en artisanat.

De plus en plus de familles crie recherchent des logements en ville et la plupart n'en trouve pas. Le CICC est sollicité pour trouver une solution. On prend le taureau par les cornes. Étant propriétaire d'un immeuble représentant une valeur appréciable, le CICC a accès à une hypothèque qui va permettre l'achat d'un bloc de quatre logements.

Une nouvelle leader est aux commandes du CICC depuis peu; il s'agit de Judy Parceaud qui œuvrait pour la Commission scolaire crie en supportant les étudiants. Pendant plus d'une décennie, elle va se vouer corps et âme au centre d'amitié et à l'Association provinciale (RCAAQ).

La première de l'activité « Journée Indienne » va se produire à l'été 1982. Cette belle manifestation de plusieurs traditions crie permet de nouer des liens interculturels avec la population blanche tout en s'amusant.



La présence des Cris à Chibougamau est nettement plus palpable au cours de ces années. Les retombées de la convention de la Baie James pèsent lourd dans la balance de l'économie locale.

Le CICC entreprend une étude sur l'histoire des Cris de la région de Chibougamau via des projets étudiants et grâce à l'incalculable contribution du travailleur social du temps, Jacques Frenette, qui a dirigé les textes du livre intitulé: *L'histoire des Cris de Chibougamau, une bande amérindienne révèle son identité*. Ce livre fut publié en 1985.

Entre temps, le centre d'amitié poursuit son développement. Un terrain de jeux est aménagé pour les petits. À l'extérieur, une exposition de photos anciennes est installée en permanence et on accentue les efforts pour soutenir les étudiants cris. On tente de réduire le décrochage scolaire et d'améliorer les relations entre les étudiants cris et la population blanche. En 1987, afin d'assurer de meilleurs services aux patients, on fait l'acquisition d'un immeuble où ils auront plus de tranquillité. D'autre part, on débute la prévention au sujet des abus de drogues et d'alcool, car la consommation excessive est source de plusieurs problèmes tant à Chibougamau qu'à Mistissini et Waswinipi.

Les années 1989 et 1990 sont témoins du projet intitulé *Sensibilisation à la culture crie*, qui diffuse tout azimut la culture crie par le biais de conférences, de films à la télévision communautaire et d'expositions d'artisanat et de photos. Fait nouveau, la commission scolaire accepte d'intégrer des valeurs autochtones aux matières enseignées à l'école.



En collaboration avec le CLSC, le CICC supervise une employée en santé ayant comme tâche de visiter les campements cris de la région de Chibougamau afin de vacciner les gens sur place, de fournir les dernières informations en matière de santé et faire de la prévention.



En mai 1991, un évènement majeur va transformer le visage et la dynamique de la chibougamie : la première pelletée de terre de la nouvelle communauté crie, Oujé-Bougoumou. Il s'ensuivra une relocalisation de centaines de Cris vivant à Chibougamau, Chapais et dans les camps de chasse familiaux. Un an plus tard, c'est-à-dire le 22 mai 1992, les habitants prennent possession de leurs maisons.

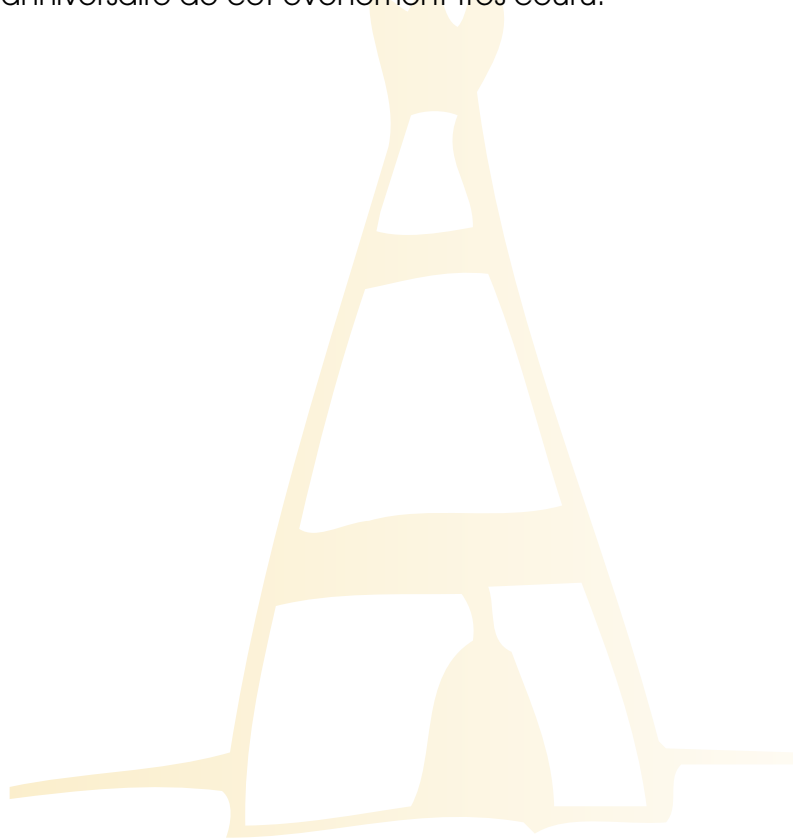
Les répercussions sur le CICC sont importantes. Des employés vont quitter leurs fonctions pour combler les nombreux postes disponibles dans la nouvelle communauté, dotés de conditions et de salaires beaucoup plus avantageux. On remarque également une baisse de l'achalandage et des demandes de services. Le CICC rencontre des difficultés avec le recrutement car les Cris qualifiés travaillent maintenant à Oujé-Bougoumou. Les employés fidèles doivent mettre les bouchées doubles. L'inquiétude et le découragement s'installent; le moral des troupes est à la baisse. Le CICC traverse une crise teintée d'incertitude, mais la flamme ne s'éteindra point. On se relève les manches et on met la main à la pâte. On convoque des assemblées pour connaître les attentes des gens. On cherche des appuis et on demande conseil aux anciens de la communauté.

On adopte comme orientation d'accentuer les échanges interculturels avec les non-autochtones de Chibougamau et aussi de renforcer la



qualité des services à notre propre population, tel que stipulé dans notre mission. C'est dans cette optique que l'on organise le tournoi de golf annuel tout en amassant des fonds.

L'Indian Day demeure sans doute l'activité annuelle la plus importante et la plus populaire. Il s'agit d'un ensemble d'activités culturelles et sociales regroupant les Autochtones et les non-autochtones de la région de Chibougamau. Des démonstrations de différentes pratiques et jeux traditionnels divertissent les participants et une dégustation de viande sauvage figure au menu de la journée. On a célébré en 2006, le 25^{ième} anniversaire de cet évènement très couru.





Le CAAVD :

Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or

Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or a ouvert ses portes le 22 novembre 1974 grâce à l'implication des trois grands Algonquins, Richard Kistabish, Jean Papatie, et Fred Kistabish. Le milieu valdorien vit une période d'effervescence tant chez les Autochtones que chez les allochtones. Alors que l'essor économique bat son plein, les Cris s'apprêtent à signer la convention de la Baie James avec les gouvernements, et les Algonquins installent leur conseil tribal au cœur de Val-d'Or. Les Autochtones cognent aux portes de la ville.

On procède à l'achat d'un immeuble au 576 de la 3e avenue avec des fonds du programme des migrants autochtones du Secrétariat d'État du Canada. Malgré les espaces restreints, on y installe un bureau et sept unités d'hébergement. Bien intentionnée mais mal pourvue en ressources humaines et financières, l'équipe du CAAVD a surmonté maints obstacles pour répondre à sa mission première : améliorer la qualité de vie des Autochtones en milieu urbain. Madame Gloria Nault de Timiskaming fut la première directrice générale du CAAVD.



Le concept de centre d'amitié autochtone est nouveau et les attentes des usagers, des intervenants et des organisations se multiplient au point que l'on ne sait plus où donner de la tête. Il faut répondre en même temps à des besoins urgents d'ordre social, culturel, éducationnel, il faut brasser la soupe du midi ou traduire un formulaire quelconque pour Isaac qui ne parle que le cri. Devant l'ampleur des besoins, les responsables du CAAVD n'ont pas le choix et doivent se relocaliser. Ils dénichent un immeuble au 1011 de la 6^e rue, un secteur résidentiel, où les espaces sont plus adéquats pour offrir les services à une population autochtone croissante. Cette première relocalisation a eu lieu en 1979. Le jeune CAAVD, âgé maintenant de 5 ans, a pris de l'assurance et entreprend de nouveaux projets aussi audacieux qu'innovateurs. Fred Kistabish a alors pris la relève à la direction et laissera la barre après quelques années à Dominique Rankin. C'est la période où l'on met beaucoup d'efforts dans la lutte aux toxicomanies. Par exemple, on organise des voyages thérapeutiques en forêt avec des toxicomanes dans le but d'en faire des expériences pilotes.



C'est aussi l'époque de production de projets culturels comme le festival de films autochtones, la rédaction d'un ouvrage intitulé *Madessiwin* sur les remèdes médicaux algonquins, la rencontre de sages sur l'île Askigwash, et la promotion de l'art et de l'artisanat des Premières Nations. L'hébergement meuble le quotidien du CAAVD. Les repas et les nuitées à prix modique attirent bien du monde. Les Cris du nord l'utilisent beaucoup pour les rendez-vous à l'hôpital. Mary Brazeau, cuisinière depuis les tout débuts, racontait que ses plus beaux souvenirs c'était d'échanger avec des aînés qu'elle n'avait jamais rencontrés et de rire avec eux de tout et de rien.

Le premier tournoi de balle-molle organisé par le CAAVD s'est déroulé en 1981 et s'est répété pendant dix ans. Il s'agit d'un rassemblement majeur de



quelque 2 000 Autochtones qui envahissent Val-d'Or pendant quelques jours. Les autorités locales et les commerçants apprécient cette nouvelle manne inattendue mais voient d'un mauvais oeil la cohue qui l'accompagne.

Les années 1985-86 seront marquées par plusieurs premières dont le premier *Cahier du centre* et le premier permis de Bingo, activité lucrative qui allait permettre au CAAVD d'amasser des fonds importants pour les projets futurs.



On se souvient également de ces années comme celles qui révéleront de sérieuses lacunes administratives au sein de l'organisme. Alors que le principal bailleur de fonds, le Secrétariat d'État envisage de couper les vivres, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) lui propose de gérer le CAAVD jusqu'à ce que la situation financière et une saine administration soient remises en place. Un comité de trois personnes est formé (Micheline Chartrand, Johnny Jolly et Louis Bordeleau), et pendant un an il se réunit jusqu'à ce que la lumière réapparaisse au bout du tunnel.

On engage Diane Décoste à la direction. Elle mène le CAAVD vers la saine gestion et accroît les activités d'autofinancement qui permettent au centre de mieux respirer. On rénove différentes parties de l'immeuble pour améliorer la qualité du service d'hébergement et de repas, et aussi dans le but d'augmenter les revenus liés à ces services. Le CAAVD crée un partenariat avec le service aux patients cris afin d'assurer un service d'hôtellerie de qualité pour sa clientèle en transit à Val-d'Or.

En 1987, le nombre d'Autochtones à Val-d'Or a considérablement augmenté et on assiste à une pénurie de logements. Le CAAVD coordonne le projet Wawaté, conçu pour fournir des logements neufs à dix-huit familles





sur la rue Louise Lemay. C'est à cette période que Santé Canada va offrir au CAAVD de gérer et d'administrer le service de liaison en santé pour les Autochtones vivant hors des

communautés. La prise en charge de ce service permet l'embauche d'Autochtones qui connaissent les patients et les problèmes qu'ils rencontrent avec le réseau et les institutions de la santé. Quelques années plus tard, Santé Canada lui confie aussi la coordination et l'administration du transport des patients.

À la fin des années 1980, la migration des Autochtones vers les zones urbaines, que l'on a constatée il y a une vingtaine d'années dans les grandes villes de l'ouest canadien, devient une réalité à Val-d'Or et ailleurs au Québec. En collaboration avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamisque, on procède à deux études pour cerner le profil de la population autochtone urbaine. Le CAAVD a acquis une certaine maturité et a le vent dans les voiles. Ce rythme de croisière fut atteint grâce à la persévérance et au travail acharné d'individus qui croient en ce qu'ils font et sont convaincus qu'ils peuvent améliorer la situation. On se rappelle de Christine Sioui, Denise Gosselin, Gerry Boudrias, Mary Brazeau, Louise Gosselin, Mary Ann Wapachee et Edna King.

On va présenter en 1990 la seconde édition du festival du film et de la vidéo autochtone avec la collaboration de l'organisme Terres en vues. On procède également au lancement de *Kamama-jicek*, une exposition de photos sur des Anishnabés qui subira une cure de jeunesse quelques 15 ans plus tard, soit en 2005. L'année 1992 sera témoin du premier tournoi de golf organisé à titre d'activité de financement, suivi en 1994 du premier souper bénéfice Nitahigan, événement culturel qui se répétera à deux reprises.



Entre temps, l'organisme prend de l'expansion et les locaux du 1011 de la 6^e rue deviennent exigus. Sous la direction d'Edith Cloutier, à la barre du CAAVD depuis juin 1989, on échafaude un plan de financement et de construction pour un nouvel immeuble. En 1993, la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement annoncent une participation financière importante sous forme d'un prêt, grâce au programme de logements pour Autochtones hors réserve. On organise différentes levées de fonds pour compléter le financement et réaliser ce projet d'envergure.

L'érection du nouvel immeuble survient en 1995 au 1272 de la 7^e rue. Étape majeure de l'évolution du CAAVD, cette réalisation va insuffler aux ressources humaines un élan et une énergie positive, très agréables à vivre. Avec ses 12 000 pieds carrés de superficie, la bâtisse compte trois étages et un sous-sol. L'hébergement dispose de 16 chambres et le service alimentaire peut accommoder 28 personnes à la fois, ce qui augmente sensiblement la capacité d'autofinancement.



En 1996, on procède à l'ouverture du centre de formation en milieu urbain, qui permet d'offrir de la formation dans le domaine des nouvelles technologies. Ce programme va demeurer fonctionnel pendant sept ans et va outiller des centaines d'Autochtones de la région.

Simultanément, c'est le lancement du programme d'aide préscolaire pour les Autochtones, créé dans le but de stimuler les enfants de 0 à 5 ans dans un apprentissage adapté à leur culture. La boutique d'art et d'artisanat s'imbrique dans l'aire d'accueil et expose mille et une merveilles d'origine inuit, crie, algonquine et atikamekw.





Pendant ce temps, la Ville de Val-d'Or et ses organismes sociaux reconnaissent et soulignent les efforts du CAAVD en lui décernant divers prix dont le Prix du mérite municipal en 1997. Devenu un joueur incontournable sur l'échiquier social municipal, le CAAVD collabore, en 1998, au projet *Partenariat* avec la Chambre de commerce et la Ville de Val-d'Or, dans le but d'établir des échanges et des relations durables entre les Autochtones et les Valdoriens.

L'an 1999 amène l'entrée en scène du programme des Centres polyvalents pour les jeunes autochtones en milieu urbain. Le nouveau programme favorise l'implication et la participation des jeunes autochtones. Au cours de la même année, on lance l'exposition Aasumiih Akawi Minicin qui nous permet de découvrir l'histoire récente des Nations anishnabe et eeyou dans la région valdorienne. Un second volet est venu compléter cette exposition au cours de l'année suivante intitulé « Anishnabe Aki ». Ce volet se veut un outil pédagogique qui permet de comprendre les enjeux historiques et contemporains liés aux revendications territoriales du peuple algonquin.

On accueille le nouveau millénaire avec l'implantation du service d'intervention psychosociale grâce au programme visant à aider les sans-abri du ministère du Développement des ressources humaines du Canada. À l'extérieur de l'immeuble, des jeunes autochtones réalisent une gigantesque murale, représentant la paix, dans le cadre d'un projet de développement des compétences personnelles et professionnelles, ainsi que des bannières représentant les Nations autochtones du Québec. On débute également la campagne de signatures des *Déclarations d'amitié entre les peuples*, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale le 21 mars, et la marche Gabriel-Commanda contre le racisme. Deux colloques, réunissant chacun plus de 200 personnes sont organisés. Le premier, en 2001 porte sur la prévention de la criminalité tandis



que le second, intitulé *Anishnabe Aki: le territoire d'hier et d'aujourd'hui* met en lumière différents aspects des revendications territoriales.

Un tel développement accéléré au sein du CAAVD requiert des ajustements. On procède à la réorganisation de la structure des services en trois grands secteurs de développement : le social, le communautaire et l'économique. Peu après, grâce à l'initiative sur le diabète chez les Autochtones, on instaure des services de promotion de la santé.

Un autre agrandissement majeur donne naissance au Pavillon Gabriel-Commanda, inauguré en 2003. Ces nouveaux espaces vont accueillir le Centre de la petite enfance Abinodjic-Migwam (CPE), qui offre 80 places de garderie en installation. Par ailleurs, le centre d'amitié collabore étroitement à la mise sur pied d'une formation collégiale en éducation de la petite enfance autochtone avec le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Emploi-Québec et la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec.

L'agrandissement permet également d'offrir des espaces adéquats pour faire place aux activités du programme d'aide préscolaire, accueillir le personnel du développement social et disposer d'une salle communautaire et de 8 chambres supplémentaires pour le service d'hébergement. En plus des 25 emplois créés grâce à l'ouverture du CPE, le CAAVD compte maintenant plus de soixante employés pour desservir sa population.

Afin d'encourager et de supporter les étudiants autochtones, on organise le gala Mëmëgwashi et on publie l'agenda « Captez vos rêves ». On va aussi développer en 2002 un nouveau service d'aide pour les victimes intergénérationnelles des écoles résidentielles autochtones. Le Club



Mohiganech (petits loups) émergera de sa tanière en 2003 et pourra compter sur un service d'aide aux devoirs et sur un club social pour ses membres âgés de 6 à 12 ans.

D'autres instances vont récompenser le CAAVD pour ses réalisations dans les domaines de la culture (Prix Jeanne Lalancette-Bigué et Gala d'excellence Mishtapew), de la lutte aux racismes (Prix Anne-Greenup), et du soutien aux personnes vulnérables (mention au Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux). Edith Cloutier, quant à elle, reçoit en juin 2006 l'insigne de Chevalier de l'Ordre national du Québec pour son inestimable contribution au développement de son milieu.

Le CAAVD s'acquitte avec haute distinction de sa mission d'améliorer la qualité de vie de la population autochtone de Val-d'Or et des environs. Il est reconnu à juste titre comme un des centres d'amitié autochtones les plus en vue au Canada. Cette reconnaissance s'est méritée suite à un travail sans relâche, un dévouement exemplaire et une authentique conviction du bien-fondé de sa mission.





Le CAALT :

Le Centre d'amitié autochtone de La Tuque

Le Centre d'amitié autochtone de La Tuque (CAALT) a ouvert ses portes le 1^{er} juillet 1975. Avant l'implantation du CAALT, il n'y avait pas de point de rencontre, ni de réseau d'entraide. Les gens, en grande majorité des Atikamekws, passaient à La Tuque pour différentes raisons mais principalement pour recevoir des services de soins de santé. Aussi présents à La Tuque, les voisins innus de la communauté de Mashteuiatsh connaissaient les mêmes besoins. Tous se rencontraient à la gare et s'échangeaient les dernières nouvelles sur un banc de parc.

M. Henri Baribeau fut le principal acteur des travaux préparatoires à l'implantation du CAALT. Ses membres fondateurs organisèrent des rencontres avec des représentants de Wemontachie, Manawan et Opitciwan afin de convenir ensemble des besoins de la communauté autochtone urbaine et des solutions possibles. On connaissait alors l'existence du Centre indien cri de Chibougamau et le fait qu'il y avait des fonds disponibles au Secrétariat d'État (S.É.). Il fut un temps où l'on pensait ouvrir un musée, mais on a convenu qu'un centre d'amitié autochtone serait plus approprié pour



répondre aux besoins. Il fallait au plus vite trouver un refuge pour remplacer les bancs froids des parcs et les lobbies d'hôtel inhospitaliers.

En 1973, une étude de besoins a été réalisée et des étudiants ont été engagés afin d'interviewer des Atikamekws de passage à La Tuque. La majorité des gens interrogés répondaient qu'ils avaient besoin d'un refuge, d'un abri, d'un lieu de rencontre. Un besoin criant resurgissait parmi plusieurs: une aide aux patients. On savait que le financement du Secrétariat d'État était disponible, mais il n'était pas facile de trouver un local destiné aux « Indiens ». Cet obstacle a été contourné avec la complicité d'un ami « blanc » qui a acheté une maison et qui l'a louée par la suite au comité d'implantation. Le racisme était omniprésent dans ce temps-là à La Tuque.

Les membres fondateurs ont tenté d'acquérir une école non utilisée pour y implanter le centre d'amitié, mais la Ville de La Tuque, qui en était propriétaire, refusa et leur suggéra de faire construire un immeuble, étant donné que le ministère des affaires indiennes avait beaucoup d'argent pour ses pupilles.

La première subvention au CAALT provenait de Secrétariat d'État du Canada dans le cadre du programme des migrants autochtones et se chiffrait à \$ 37 000 pour le fonctionnement. Le premier directeur fut Arthur Quoquochi, celui-là même qui joua pour le club école des Bruins de Boston de la ligue nationale de hockey. Le premier local du centre d'amitié est alors situé au 740 de la rue Réal. Au départ, il y eut deux employés, le directeur et la secrétaire réceptionniste.



Comme dans les autres centres d'amitié autochtones, l'artisanat est en demande et dès 1976, on instaure la semaine culturelle qui



permet à la population locale de découvrir les talents des artisans d'Opitciwan, de Wemontachie et de Manawan.

Le service d'hébergement accueille les patients en provenance des communautés atikamekws et on se rend compte qu'on a besoin d'une nouvelle ressource pour aider ces gens. On engage une agente de liaison en santé qui va agir comme accompagnatrice, interprète et personne-ressource pour tous les intervenants en santé de La Tuque et des communautés atikamekws. Elle coordonne également le transport entre les différents points de service et la gare de train, le terminus d'autobus et l'aéroport.



En 1979, on met beaucoup d'efforts à sauvegarder un lieu de sépulture amérindien situé à la jonction des rivières Croche et St-Maurice. Avec l'appui du Conseil Atikamekw-Montagnais et du Ministère des affaires culturelles, on procède à des fouilles archéologiques qui révéleront quatre tombes, des ossements humains, des pointes de flèches ainsi que divers outils jadis utilisés. Une demande fut acheminée au gouvernement du Québec afin de désigner ce lieu comme site historique. Entre temps, une compagnie forestière et le Ministère

de l'énergie et des ressources avaient comme projet la construction d'un pont juste à côté du site. Malgré une requête en injonction demandée par les protecteurs du site, le gouvernement n'accorda pas le statut de site historique aux quémandeurs et proposa plutôt de déménager tous les constituants du cimetière à un autre endroit. Plus tard, le pont fut construit, le site chambardé, favorisant peut-être pendant une période le développement économique, mais aux dépens du respect du patrimoine et des Premiers Habitants.





En 1981, une subvention du Secrétariat d'État permet la construction d'un nouvel immeuble sur la rue St-Paul. Les usagers, les dirigeants et le personnel jouissent maintenant de locaux adaptés

à leurs besoins. À la même époque, on réalise un film documentaire en super 8 intitulé *Les Autochtones présents en Mauricie* d'une durée de 45 minutes.

Afin de préserver les coutumes, quinze participants vont suivre pendant l'année 1983 des cours de tannage de peau et de fabrication de mocassins, de gants et de mitaines.

Un programme de développement communautaire rendra possible en 1984 des travaux de recherche auprès des aînés atikamekws au sujet de légendes, d'artisanat et de recettes traditionnelles. Deux ans plus tard, on procédera à la publication d'une brochure de qualité. Il faut souligner la contribution inestimable des aînées, Anna Chilton et Marguerite Connely, pour la réalisation de ce document.

Au milieu des années 1980, on remarque une augmentation significative de la population autochtone à La Tuque. Le CAALT se doit de mener une étude sur les besoins en logement pour les nouveaux arrivants. Les résultats de l'étude vont amener les responsables et les organismes concernés à construire des logements à prix modique pour cette population. Ce projet fut porteur de développement d'emplois puisque les futurs résidents des maisons pouvaient participer à la construction de celles-ci.



Le programme de liaison et de transport aux patients autochtones prend de l'expansion et le CAALT va utiliser l'immeuble de la rue St-Paul expressément pour ce programme. Les patients ont besoin de tranquillité pour récupérer leurs forces et on leur déniché un lieu paisible à cette fin.



Pour ce faire, le CAALT déménagea pour un court laps de temps. Ensuite, il fit l'acquisition de la bâtisse au 544, rue St-Antoine. À l'époque, le deuxième étage accueillait les élèves de niveau secondaire et le premier étage et le sous-sol étaient consacrés aux activités.

Quelques années plus tard, le CAALT fait l'acquisition d'un autre immeuble à Shawinigan, cette fois, dans le but d'héberger des étudiants atikamekws de même que des patients qui doivent y transiter. Cette initiative fait le bonheur de ces gens qui se retrouvent entre eux dans une ville étrangère, en aval de leur territoire ancestral.

Le Conseil de la Nation atikamekw (CNA) voit le jour à cette époque et les trois communautés atikamekws forment désormais un conseil tribal qui va prendre en charge graduellement ses propres programmes et services. Le CNA implante son bureau d'affaires et de services à La Tuque. Plusieurs employés expérimentés du CAALT s'y joignent pour différentes raisons dont le traitement salarial plus élevé. Le CNA et le CAALT vont coopérer dans le dossier de la santé, incluant le transport et l'hébergement des patients, jusqu'à ce que le CNA en assume entièrement la responsabilité. Nous ne pouvons passer sous silence l'apport considérable de Mme Rosanne Petiquay pour le CAALT qui y a œuvré pendant plus de vingt ans à la comptabilité, à la gestion de programmes ainsi qu'à la direction générale.



Son dévouement et son ardeur au travail ont permis à l'organisme de surmonter maints obstacles. Elle s'est également impliquée généreusement à la présidence du conseil d'administration du CAALT.

Le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA) s'installe à La Tuque sous l'égide du CAALT en 1995. Après quelques années de fonctionnement, il devient le Centre de la petite enfance *Le Premier Pas*. En 2000, il confirme son autonomie en nommant un nouveau conseil de direction et entreprend sa longue marche vers un meilleur avenir pour les enfants autochtones.

Dans le cadre du Centre de formation autochtone en milieu urbain (CFAMU), on plante le Centre autochtone de formation en 1996, dans le but d'offrir de la formation en informatique pour les Autochtones et toute autre personne ou organisme le désirant. Les cours de formation requièrent l'engagement de professionnels qui coûtent cher et les frais d'exploitation dépassent largement les recettes provenant des inscriptions. On ferme boutique après quelques années avec un important déficit d'opération.

Le CAALT s'est départi de ses centres d'hébergement de Shawinigan en 1998 et de La Tuque en 2000. Plusieurs employés mis à pied alors ont pu être réaffectés dans d'autres programmes tandis que d'autres sont retournés dans leur communauté d'origine.

On caressait à la même époque un ambitieux projet de Centre d'interprétation de la culture autochtone et on a même fait l'achat d'une bâtisse à cette fin en octobre 1997 sur les berges du lac St-Louis. Plusieurs beaux projets y ont vu le jour dont celui de Services Jeunesse Canada qui a permis à dix jeunes autochtones de se familiariser



avec leur culture et de fabriquer des maquettes miniatures représentant les villages traditionnels de chaque nation du Québec.

La majorité des participants ont par la suite trouvé un emploi ou sont retournés aux études. La bâtisse a également abrité une belle salle d'exposition, un centre de jour avec service de repas et fut utilisée à des fins de location de bureaux et de salles de conférences. Encore aujourd'hui, le CAALT y organise différents ateliers de formation et de prévention.



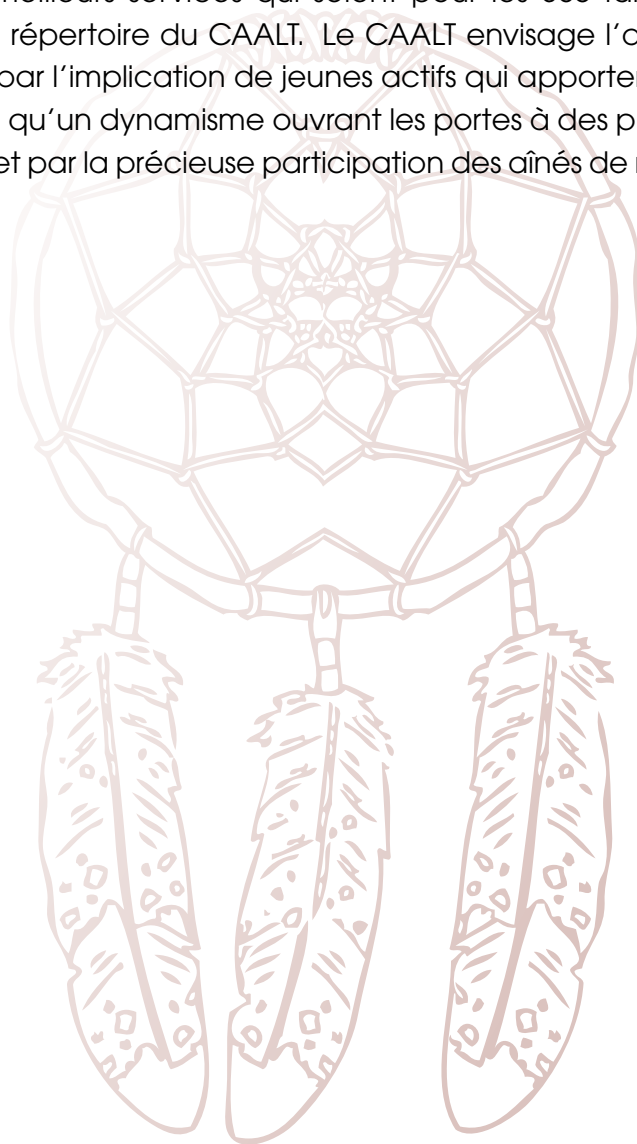
L'entrée dans le nouveau millénaire ne se fait pas sans heurt pour le CAALT. Confronté à un déficit important et voyant les embûches s'amonceler sur son parcours, le conseil d'administration demande le support du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) au printemps de l'an 2000. Le RCAAQ juge la situation suffisamment sérieuse pour considérer le CAALT comme un CAA en difficulté, tel que stipulé dans le programme des centres d'amitié (PCAA). Il faudra quelques années de dur labeur, ainsi que de nombreux sacrifices, pour ramener le bateau à flot. Un plan de redressement va par la suite guider les dirigeants du CAALT vers un plan d'eau plus calme.

Le CAALT a repris son rythme de croisière grâce au leadership du conseil d'administration qui a su s'allier à une firme externe pour faciliter la réorganisation. Ainsi, le CAALT a revu sa programmation pour offrir une gamme variée d'activités à tous les groupes d'âge de sa population. Mené par une femme engagée, ayant à cœur le mieux-être de la population autochtone de La Tuque, le CAALT peut compter depuis 2003 sur Christine Jean, Innue de Mashteuiatsh, pour le guider vers un bon port, offrant amitié et support.



L'histoire du CAALT ne serait pas complète sans le chapitre relatant la belle aventure de Mélanie Napartuk, jeune Inuit de Puvirnituq qui a atterri sur la scène latuquoise et qui s'implique à l'intérieur du volet jeunesse du CAALT depuis son adolescence.

Finalement, l'équipe du CAALT, toujours prête à se dépasser, déploie tous les efforts pour assurer les meilleurs services qui soient pour les 350 familles autochtones inscrites au répertoire du CAALT. Le CAALT envisage l'avenir de façon prometteuse : par l'implication de jeunes actifs qui apportent du sang nouveau de même qu'un dynamisme ouvrant les portes à des projets constructifs et créateurs et par la précieuse participation des aînés de notre communauté.





Le CAAM : *Le Centre d'amitié autochtone de Montréal*

Les débuts du CAAM remontent à 1974, quand des étudiants autochtones se cherchent une niche dans la grande ville pour se rencontrer et mettre en commun leurs efforts pour améliorer leur sort. Ces étudiants viennent d'un peu partout; plusieurs Nations se côtoient et la formule de centre d'amitié fait l'affaire de tout le monde. On se trouve un local au 2009 de la rue Bishop et on entreprend les démarches de démarrage. On obtient les lettres patentes et on s'incorpore en 1975.

Quand M. Eddie Gardner prend la direction du CAAM, les défis sont immenses. Les Autochtones se retrouvant à Montréal en 1975 recherchent un paradis dans la ville mais leur quête demeure vaine pour la plupart d'entre eux. La richesse qu'ils y voient ne leur est pas accessible et le chemin pour y parvenir semble impraticable.

Un pas à la fois pour le centre d'amitié et, en utilisant le fonds d'immobilisation du programme des migrants autochtones, on acquiert en 1977 l'immeuble situé au 3730 Côte-des-Neiges pour mieux desservir la population autochtone dans des locaux un peu plus spacieux.



Comme toute nouvelle organisation, le CAAM doit établir des priorités, se donner des outils et s'entourer d'alliés. Il participe à la mise en place du RCAAQ avec les centres existants d'alors, soit le CICC, le CAAVD et le CAALT.

Au début des années 1980, notant un grand besoin au niveau juridique pour les Autochtones aux prises avec la justice et constatant l'immense fossé entre eux et les appareils représentant les lois, le CAAM met sur pied un nouvel organisme pour leur venir en aide, soit les Services parajudiciaires autochtones. Cette nouvelle entité a pour mandat d'agir comme tampon de liaison entre l'individu et la justice. Les conseillers parajudiciaires font leur entrée dans l'univers juridique de la belle province.

Dans la grande ville cosmopolite de Montréal, les membres des Premières Nations passent pour le moins inaperçus. Ils sont vus par la plupart des gens de la ville comme un autre groupe d'immigrants. Afin de pallier à cette indifférence générale et dans un geste symbolique d'affirmation culturelle, le CAAM présente en 1982 son premier festival culturel dont les tambours trouveront écho dans les plus hautes parois hostiles de la ville.

Le CAAM prend de l'ampleur. Avec Margaret Horn à la direction, on implante de nouveaux programmes et services pour tous ces gens qui viennent chercher de l'aide. On diversifie les ressources, on recherche de nouveaux bailleurs de fonds et on se sent parfois impuissant devant la complexité des requêtes. Le CAAM a besoin d'aide pour offrir la sienne. Néanmoins, la soupe populaire, les visites des patients dans les hôpitaux et les assistances auprès des démunis de la rue réconfortent le corps et l'esprit pendant un moment.



Le CAAM se développe au rythme de l'évolution sociale de sa communauté et se sent d'attaque pour organiser et accueillir l'assemblée générale annuelle de l'ANCA en 1986. C'est en cette occasion mémorable que le Premier ministre du Québec d'alors, M. René Lévesque, lors d'une déclaration solennelle effectuée au nom de son gouvernement devant les centaines de délégués des CAA du Canada, reconnaît officiellement les onze Nations autochtones du Québec.

L'année suivante, en 1987, avec la collaboration d'autres organismes, le CAAM met en place le « Native Women's Shelter of Montreal », un centre d'hébergement destiné aux femmes autochtones aux prises avec des

problèmes de toutes sortes. Une grande proportion de ces femmes en difficulté provient de la Nation inuit. Elles arrivent du Nord, n'ont ni abri ni repère et cherchent quelque part un refuge pour se sécuriser.

Pendant ce temps, Ida LaBillois a pris la direction du CAAM. Elle a grandi au sein de l'organisation et en connaît tous les rouages. C'est une fonceuse et une travailleuse acharnée ayant à cœur la justice sociale. Elle va instituer des valeurs de travail parmi ses pairs et les guidera vers de nouveaux défis.



Le CAAM est interpellé au cours de la crise d'Oka pour faire du ravitaillement de denrées de base auprès des gens ordinaires innocents, coincés derrière les barricades. Il organise également des levées de fonds et recrute des bénévoles pour assurer le transport de la nourriture. Il faut aussi réagir et gérer les répercussions sociales et politiques issues de la crise. La rancune et la suspicion demeurent omniprésentes. On tente de recoller les morceaux, mais les blessures tarderont à guérir.





Agissant une fois de plus comme pionnier, le CAAM organise en 1990 le premier colloque au Québec sur le VIH/SIDA. Appréhendant les risques élevés de ce nouveau fléau dans la

population autochtone, les organisateurs regroupent à Québec les intervenants impliqués afin de prévenir, d'abaisser les tabous et de sensibiliser le plus de gens possible sur l'urgence de la situation. L'effort portera ses fruits et on assistera par la suite à plusieurs colloques du même type.

En 1993, pour combler les nombreuses lacunes et barrières existant au niveau du marché du travail vis-à-vis des Autochtones urbains, on s'affaire à implanter un service de référence à l'emploi dans les locaux du CAAM. On explore de nouvelles avenues menant à la création d'emplois, on instaure une banque de données spécialement pour ce service et on arrive à effectuer des petits miracles avec peu de moyens mais beaucoup de volonté.

Depuis quelques années, le CAAM manque littéralement d'espace pour desservir sa population. L'immeuble de Côte-des-Neiges est maintenant exigu et ne répond plus aux besoins. Il faut se relocaliser au plus tôt. En 1995, on acquiert l'actuel immeuble situé au 2001 du boulevard St-Laurent. C'est un évènement marquant dans l'histoire du CAAM. On jubile et tous les espoirs semblent réalisables. Cependant, on est à présent en plein cœur de Montréal, dans le quartier chaud de la ville, là où la faune urbaine déambule.

Le financement du nouveau CAAM n'est pas assuré. Une lourde hypothèque draine les liquidités nécessaires au bon déroulement des activités. Il faut investir du temps dans les activités de levée de fonds. De nouveaux obstacles se profilent à l'horizon.



Les jeunes s'installent au sous-sol du CAAM en 1999, grâce aux ressources du programme CPJAMU. Un Conseil des jeunes autochtones se forme alors et prend sa place dans la bâtisse. Ils veulent plus de liberté et revendiquent plus d'autonomie au sein de l'organisation. Ils obtiennent cette latitude car le programme CPJAMU requiert leur pleine participation. Un coordonnateur et des animateurs sont engagés et une programmation variée d'activités occupe maintenant le quotidien des jeunes. De la culture au sport, de l'emploi à la formation, de l'éducation aux arts, tout y passe et l'avenir leur appartient.



Suite à une recherche, intitulée *Itinérance parmi les Premières Nations*, Inuit et Métis et menée à Montréal en 2002, le CAAM obtient des fonds de Développement des ressources humaines Canada (DRHC) pour un projet pilote sur l'itinérance autochtone urbaine. On se procure une fourgonnette pour faire de la patrouille dans les rues de Montréal. C'est le projet *Ka'wahse* qui apporte un soutien d'urgence, de la nourriture, des vêtements et un hébergement aux itinérants autochtones. Ce projet lève le voile sur les conditions de vie sordides de certains itinérants qui n'ont pas trouvé la terre promise recherchée. Au CAAM, on leur offre des repas chauds, on les réfère à des centres de santé, à des centres d'emploi et à des centres d'hébergement. Vu l'ampleur de la tâche, on développe en 2004 des relations de collaboration avec des agences de services comme *Médecins du monde*, qui assure le soutien infirmier lors des patrouilles des fins de semaine. Leur apport devient indispensable et leur expertise nécessaire face à un fléau qui s'étend en dépit d'efforts concertés et d'histoires de courage frisant l'héroïsme.



Pendant ce temps, la situation financière du CAAM va de mal en pis. On peine à livrer les rapports d'activités et les états financiers; et on croule sous le poids des dettes. Le CAAM doit se résoudre alors à entrer dans le moule des centres en difficulté et négocier avec le RCAAQ les modalités d'un plan de redressement.

En 2006, le CAAM entreprend une mission d'éducation auprès de ses membres concernant la prévention du diabète et de la tuberculose. Il tisse ainsi des liens avec des organismes reconnus en santé afin de mieux répondre aux nombreux besoins de la population autochtone urbaine.

Le CAAM met en place pour son mieux-être un programme de développement incluant un plan directeur pour le conseil d'administration et le personnel. Ce plan définit les tâches à moyen et long terme incombant aux leaders vis-à-vis de la communauté autochtone urbaine. Il cherche ainsi à s'assurer que l'administration et la direction actuelles répondront aux besoins économiques, socioculturels et spirituels des peuples autochtones.





Le CEAAS :

*Le Centre d'entraide et d'amitié
autochtone de Senneterre*

Le Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (CEAAS) a ouvert ses portes à l'automne 1978 au 571 de la 12^e avenue. On voulait alors venir en aide à une population nomade composée de Cris, d'Algonquins et d'Atikamekws recherchant a priori un site d'hébergement. Senneterre étant situé au carrefour de la route 113 et de la voie ferrée, bon nombre d'Autochtones y séjournent pour quérir des services de tous genres et pour s'approvisionner.

Avant 1978, le lieu de rencontre était chez Annie Moore, femme paisible et dévouée, qui accueillait quiconque frappait à sa porte. Avec l'aide d'un travailleur social du nom de Michel Raïche, Annie forme un comité provisoire avec Charlotte Wapachee, Marlene Dixon et Georges Bordeleau. On remplit les documents légaux nécessaires et on envoie le tout aux ministères concernés. Au cours de l'été 1978, on reçoit un chèque de \$15 000 du ministère des Affaires sociales du Québec pour démarrer le nouveau centre.



Senneterre a toujours été un milieu hostile envers les Premiers Habitants. Dans un autre temps, ces derniers devaient quitter la ville avant le coucher du soleil sous peine d'emprisonnement. L'indifférence et la méfiance de part et d'autre vont persister de génération en génération. L'implantation du CEAAS s'annonce difficile, mais la détermination des bâtisseurs fera la différence.

Avec Michèle Rouleau à la direction, le CEAAS s'affaire d'abord à offrir un service d'hébergement et de repas pour les Autochtones de passage à Senneterre. Par la suite, on instaura une banque de données démographiques pour faciliter l'intégration urbaine d'une population croissante présentant de nombreux besoins urgents.

Le CEEAS était situé sur la 12^e avenue, face à l'aréna municipale, dans une vieille maison chauffée au bois. En hiver, le matin, il n'était pas rare de voir les employés travailler avec leurs manteaux et leurs gants. Les dirigeants du CEAAS n'avaient guère eu le choix pour l'emplacement; en fait, il s'agissait du seul endroit qu'on accepta de leur louer, tous les autres lieux étant inaccessibles pour cause de racisme.

Le CEEAS, étant situé dans une zone résidentielle, reçut un avis d'éviction en 1979 de la municipalité de Senneterre, laquelle, s'appuyant sur ses règlements, nous signifia que nous ne pouvions offrir des services institutionnels dans une telle zone. Il y eut alors une mobilisation des troupes, un appel à l'aide auprès des associations autochtones régionales et provinciales, une présence et une participation active des dirigeants aux assemblées du conseil municipal et une campagne de sensibilisation dans le seul but de maintenir les portes ouvertes. Ces efforts ne furent pas vains, car au cours des années qui



suivirent, la ville toléra notre présence en dépit des protestations de certains conseillers et notables qui souhaitaient la fermeture du CEAAS.

En 1980, Michèle Rouleau quitte l'Abitibi et Louis Bordeleau va la remplacer à la barre du navire. On s'affaire à consolider les services, à former le personnel et trouver de nouveaux financements. Les salaires étaient tellement bas qu'il fut juste de se demander si ce n'était pas simplement du bénévolat. À cette période-là, outre le directeur, on pouvait compter sur la secrétaire réceptionniste, un agent de référence, une cuisinière et un gardien de nuit.

Le CEAAS doit organiser en 1981 des levées de fonds pour faire ses frais et tient un « canoë-thon » autour de l'îlot situé face à l'hôtel de ville de Senneterre. Dans une démarche symbolique, le maire de Senneterre et le président du CEAAS font le tour d'honneur dans le même canoë. On tisse des liens nouveaux avec les élus municipaux.



En 1982, dans le cadre d'un projet visant la préservation de la culture, on publie une brochure contenant des notes historiques à propos des Premiers Habitants de la région de Senneterre, des notes toponymiques, des témoignages des anciens ainsi que des contes et des légendes.

En 1983, nos chercheurs se rendent dans le haut bassin de la rivière Mégiscane afin de prendre en photo des cimetières anciens et d'authentiques sites de postes de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson. On retrouve des pièces en métal, dont une pointe de harpon datant des années 1870.

Dans le cadre d'un projet d'interaction communautaire, deux animateurs organisent des ateliers de discussion sur différents thèmes dans le but





d'harmoniser les relations entre Autochtones et senneterrois.

En 1985, grâce à un programme d'immobilisation du programme des centres d'amitié autochtones, le CEAAS se relocalise au centre-ville dans un bel immeuble adapté à ses besoins. Après une cinquantaine d'années de brèves visites sur une terre inhospitalière, les membres des Premières Nations de la région de Senneterre peuvent désormais compter sur un pied-à-terre qui leur appartient. On a peine à y croire et c'est l'euphorie dans la communauté. Avec des locaux mieux adaptés et plus spacieux, on met alors sur pied des programmes d'ordre culturel et éducatif de même que de la recherche. On fait des entrevues auprès des aînés et on conserve précieusement leurs témoignages dans nos archives.

En 1987, à la demande de Santé Canada, le CEAAS prend en charge le service de liaison et de transport pour les patients autochtones. Le mandat consistait à assurer les communications avec les établissements de santé et à coordonner le transport vers les centres hospitaliers à l'extérieur de Senneterre.

En 1988, suite aux problèmes d'adaptation vécus par les étudiants autochtones, le CEAAS implante un service de liaison en éducation en engageant Hélène Lavoie, intervenante dévouée, qui va soutenir et aider les jeunes autant dans leurs études que dans leurs vies personnelles. Au même moment, une table de concertation voit le jour, regroupant les intervenants sociaux et les intervenants du milieu scolaire afin de proposer des solutions à long terme



à la problématique des étudiants autochtones affrontant un système éducatif étranger.

Entre temps, l'exploitation forestière bat son plein à l'est de Senneterre et une des routes d'accès choisies menace un cimetière autochtone le long de la rivière Wetetnagami, à proximité du lac Cimetière justement. Le CEAAS convainc les responsables du Ministère des ressources naturelles de faire un détour pour protéger le site. Quand les coupeurs d'arbres arrivent aux abords du cimetière, ils laissent intacte une bande de deux chaînes, soit 132 pieds, autour du lieu de sépulture.

En 1991, lors de célébrations estivales reliées au tour cycliste de l'Abitibi, on organise l'événement *Nottaway Migwam* sur le site du terrain de balle au cœur de la ville. On dresse un véritable campement amérindien sur place et pendant trois jours, la population est invitée à goûter à la cuisine des Premières Nations, à assister à des danses traditionnelles, à participer à des jeux, à visionner des films sur la culture et à échanger avec les Cris, les Algonquins et les Atikamekw. Un des plus beaux souvenirs de cette activité demeure la danse que des jeunes d'Opitciwan ont exécutée au son du violon et avec leurs beaux costumes. Ce fut de toute beauté ! On répètera l'expérience en 1994, lors du 75^e anniversaire de Senneterre, au même endroit et avec le même succès.

C'est à cette période qu'on expérimente un nouveau projet au centre d'amitié, intitulé *Child to Child* et ayant comme groupe cible les jeunes de 9 à 12 ans. Ce programme ayant fait ses preuves aux États-Unis, il fut introduit au Canada par le Ministère de la santé qui initia des projets pilotes dans les centres d'amitié autochtones du pays. Au Québec,





c'est le CEAAS qui fut désigné comme site pilote. Le programme valorisait la bonne santé et utilisait des approches actives auprès des jeunes devenant eux-mêmes des partenaires dans la promotion de la santé.

Tout en participant à des activités intéressantes en groupe, les jeunes établissent des liens avec leurs pairs, leurs familles et leurs communautés. Le programme a permis à une dizaine de jeunes autochtones de renforcer leur propre estime de soi, de mieux contrôler leurs émotions et d'augmenter leur sens des responsabilités.

Le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA) fait son entrée au CEAAS en 1996. Il s'agit d'un projet conjoint avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVD). Les jeunes autochtones de moins de 5 ans bénéficient d'un apprentissage culturellement adapté afin que soit facilitée leur future vie scolaire et sociale.

La fin des années 1990 sera marquée par l'acquisition du chalet Shabogamak, magnifiquement situé sur les rives du lac Parent à 9 kilomètres de Senneterre. On peut y organiser des activités de toutes sortes en milieu naturel sans déranger les voisins : camping et pêche en été, glissade et raquette en hiver. Le chalet offre maintenant au CEAAS la possibilité d'élargir sa programmation de loisirs, de culture et d'activités communautaires. On utilise également le chalet pour des ateliers de formation, comme lieu de séjour thérapeutique ou site de démonstrations culturelles et de rassemblements sociaux.

On y accueille les élèves des écoles afin de les sensibiliser à la culture autochtone et de créer des relations authentiques avec les nouvelles générations. Les autorités scolaires apprécient beaucoup ces visites qu'ils qualifient d'éducatives.



L'année 1999 marque l'entrée en scène du programme des Centres polyvalents pour les jeunes autochtones en milieu urbain (CPJAMU). Ce nouveau programme issu de Patrimoine Canada va permettre aux jeunes d'organiser des activités régulières dans leur propre local et au chalet Shabogamak. Une coordonnatrice est engagée et un Conseil des jeunes se rencontre mensuellement pour veiller au bon fonctionnement du projet et apporter les correctifs qui s'imposent.

Pendant les vacances d'été, et ce depuis une vingtaine d'années, une expédition de canots regroupant de 15 à 20 participants est organisée dans le but d'encourager l'effort physique, de renouer avec les traditions de nos aïeux et de sensibiliser les jeunes à la protection de notre Terre-Mère.

En 2001, on accueille au chalet Shabogamak une cinquantaine de délégués du Conseil des jeunes de la Nation crie à l'occasion de leur assemblée annuelle. On érige des abris sommaires pour toute la délégation, on ouvre un petit dépanneur et pendant trois jours, on va nourrir tout ce beau monde qui va adorer son séjour.



En 2003, on fête le 25e anniversaire du CEAAS. Plusieurs marques de reconnaissance seront divulguées, dont celle offerte à titre posthume à Annie Moore, la mère du centre d'amitié, décédée en 1998. On remercie les fidèles employés comptant 20 ans de service ou plus, dont Louis Bordeleau, Charlotte Wabanonik, Jacqueline Bordeleau, Robert Moore et Margaret Moore. Un festin communautaire agrmente l'anniversaire.



En 2005, on démarre un cours d'alphabétisation pour les aînés autochtones qui aimeraient pouvoir lire les étiquettes des articles qu'ils achètent. On compte sur la collaboration de l'éducation aux adultes pour mener à bien ce projet.

On initie un carnaval au chalet Shabogamak avec une panoplie de jeux et d'activités autant pour les grands que pour les tout-petits. Tournoi de ballon-balai, pêche sur glace, souque à la corde, glissades, balades en motoneige et festin font partie du programme et permettent de peaufiner les relations sociales.

On facilite et coordonne des rencontres d'information à l'intention des ex-pensionnaires des écoles résidentielles afin qu'ils puissent obtenir réparation avec égard et justice. L'exercice s'avère douloureux, mais nécessaire.

Le CEAAS fête en 2008 son 30^{ième} anniversaire. Maintenant parvenu à l'âge adulte, il regarde autour de lui et scrute les horizons. Beaucoup sont partis et les défis ne sont plus les mêmes qu'en 1978. Le racisme a changé de visage et le train de passagers ne transporte plus les familles autochtones vers les forêts sens dessus dessous. On regarde l'œil inquiet de l'aînée, le sourire enjoleur d'une petite Anishnabè et on se questionne : où va-t-on?





Le CAAQ : *Le Centre d'amitié autochtone de Québec*

Le Centre d'amitié autochtone de Québec a vu le jour en 1979, grâce aux efforts de femmes engagées du Village-Huron, avec Jocelyne Gros-Louis en tête. Il fut inauguré officiellement le 17 mai 1981. Il fut créé dans le but de venir en aide aux Autochtones de passage dans la région de Québec et qui peinaient à trouver les services appropriés à leurs besoins dans la capitale québécoise.

Tout comme les autres centres d'amitié autochtones au Québec, le CAAQ est un organisme sans but lucratif, géré par un conseil d'administration élu annuellement lors d'une assemblée générale. Sa mission est de maintenir un lieu de rencontre, de fournir des services et des programmes, de promouvoir des activités sociales, sportives et culturelles à l'intention des Autochtones de passage ou vivant dans la région de Québec.

Au début des années 1980, le CAAQ a pignon sur rue au 147 boulevard Valcartier à Loretteville. Il offre un service d'hébergement à court terme dans des foyers d'accueil avoisinants afin de dépanner des patients autochtones, des étudiants, des gens en quête de logement et des



personnes ayant des démêlés avec la justice. On organise des visites auprès des patients autochtones qui s'ennuient dans les hôpitaux, on va trouver des interprètes pour les soins de santé et les cours de justice, on fournit des informations de toute nature pour dépanner les Autochtones aux prises avec la bureaucratie et on tisse tranquillement un réseau d'entraide parmi cette population dispersée dans la grande ville.

Le CAAQ organise des cours de formation de taille et de coupe de vêtements en artisanat autochtone ainsi que des expositions afin de promouvoir la culture et les traditions.

En 1985, le CAAQ acquiert la bâtisse Domaine Dubuisson à Loretteville afin de regrouper et de rendre plus accessible son service d'hébergement auquel Santé Canada référerait des patients, notamment pour la communauté Naskapi de Shefferville, elle qui avait qui a signé l'année antérieure une entente de services avec le CAAQ pour l'accompagnement, l'interprétariat et l'hébergement de ses membres en quête de soins médicaux à Québec.

L'année 1987 suscite des attentes et des espoirs grandioses car le financement est confirmé pour la construction du nouveau centre d'amitié qui sera situé au 234 de la rue St-Louis à Loretteville. On emménage dans les nouveaux locaux en février 1988, et on peut désormais desservir la clientèle et les organismes avec des infrastructures capables de répondre aux nombreuses demandes. Les dirigeants du CAAQ établissent des priorités parmi les besoins les plus urgents de la clientèle et on cogne aux portes des différents ministères provinciaux et fédéraux.



On parraine un programme d'action communautaire pour les enfants, intitulé *À l'Unisson*, dans le but de promouvoir le développement des compétences parentales, et de répondre aux besoins des familles autochtones vivant hors communauté ainsi qu'à leurs enfants âgés entre 0 et 12 ans.

En 1995, on achète et on rénove un immeuble sis au 1177 chemin Ste-Foy à Québec pour mieux répondre à une demande grandissante en termes d'hébergement. L'ouverture se fera l'année suivante. Le nouveau gîte se nommera l'Auberge du Cap au Nord; il sera ouvert 24 heures par jour, sept jours par semaine pour maximiser les services. La bâtisse Domaine Dubuisson est donc rénovée et 4 logements subventionnés sont disponibles pour les familles à faible revenu.

Deux années plus tard en 1997, on implante le Centre polyvalent pour les jeunes autochtones en milieu urbain, le *Centre Kanikantet*, qui a pour but de regrouper et d'offrir aux jeunes autochtones de 10 à 29 ans des services et des programmes adaptés à leurs besoins et à leur culture. Afin de cibler davantage les objectifs et mieux desservir cette jeune population, on forme trois groupes selon les âges, soit les 10-12 ans, les 13-17 ans et les 18-29 ans. Une panoplie d'activités d'ordre sportif, social, culturel, de même que des ateliers sur la promotion de la santé et de services sociaux, permet aux jeunes d'augmenter leur chance de réussite. On favorise également le développement du leadership chez les jeunes en leur offrant l'occasion de s'affirmer, de s'impliquer et de décider ce qu'il y a de mieux pour eux. On accentue également la formation et l'éducation chez les jeunes afin qu'ils puissent prendre un meilleur élan vers le marché du travail.

La prévention sur le diabète prend forme en 2001 avec le projet *Minueniun*. On travaille sur la bonne nutrition, les bienfaits des activités physiques et les



conseils de la nutritionniste. On sensibilise les petits comme les grands. Pour atteindre les objectifs visés en la matière, on utilise différents moyens tels que la Journée mondiale du diabète, les cuisines collectives, les livres de recettes et le camp de prévention de l'obésité.

Au cours de la même période, on implante le programme de prévention à l'itinérance *Umeshkanam* sur le territoire urbain 03. On veut éliminer les risques d'itinérance des Autochtones, réduire la problématique de la toxicomanie, contrer la violence envers les femmes et les enfants et briser l'isolement. On offre à la clientèle un service d'écoute, d'analyse et d'évaluation des besoins et on oriente les clients dans leurs démarches vers les ressources appropriées. L'organisation de repas communautaires, les ateliers de prévention, le dépannage alimentaire et le jardinage communautaire représentent autant d'avenues pour stimuler les Autochtones participant au programme.

L'année 2002 est marquée par l'entrée en scène du programme de Fondation autochtone de guérison. Il s'agit du programme *Rétablir l'équilibre quotidien* qui vise à panser les plaies des victimes d'abus physiques et sexuels des pensionnats autochtones ainsi que de leurs descendants. Des interventions psychothérapeutiques, des relations d'aide et des cercles de guérison sont proposés aux participants pour qu'ils puissent retrouver un équilibre psychoaffectif.

Au cours de l'année suivante, on procède à l'achat et à la rénovation du centre de jour, *Café Roreke*, destiné à la formation en cuisine en milieu entrepreneurial et en service de traiteur. On offre un service de restauration, on fait de la location de salles pour les organismes environnants et on crée des emplois pour les Autochtones.





La naissance de la garderie *Auassiss-Petit-Enfant* a lieu en avril 2005. 30 places sont disponibles pour les enfants âgés entre 0 et 59 mois. La garderie privilégie un programme avec une approche pédagogique qui favorise le développement global, harmonieux et optimal de l'enfant sur les plans physique, intellectuel, affectif, social et moral. Cette nouvelle entreprise offre plusieurs opportunités à toute la communauté car on crée des emplois et des stages y sont proposés. On accentue aussi la prévention du diabète chez les tout-petits, pendant que la nourriture saine du Café Roreke est mise à profit et que les enfants jouissent d'un environnement adapté à leur culture.

Pour ne pas laisser les aînés en reste, le CAAQ leur propose une multitude de services psychosociaux et ludiques dans le cadre du programme *Nouveaux Horizons*. Les nombreuses activités offertes font la joie des aînés, tout en brisant leur isolement et en contrant les phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale. De plus, le programme favorise l'émergence des liens intergénérationnels.

Depuis 2005, des programmes visant le mieux-être des femmes sont aussi mis de l'avant grâce au support de Condition féminine Canada et du Secrétariat de la condition féminine. Des efforts sont déployés pour favoriser l'intégration des femmes autochtones à des postes décisionnels dans les instances communautaires, locales et régionales. Dans la même optique, pour améliorer leur situation socio-économique, on met tout en œuvre pour permettre un accès égalitaire à l'emploi et aux services sociaux. Ces mesures ont permis de dresser un profil social assez juste des femmes autochtones vivant dans la grande ville de Québec.

Le CAAQ poursuit son œuvre au sein de la communauté autochtone urbaine de Québec et ne ménage aucun effort pour améliorer la qualité



de vie avec une approche centrée sur la clientèle. Les intervenants et les membres du conseil d'administration portent leur mission dans leur cœur et leurs actions témoignent de leur authentique engagement envers les Autochtones de la capitale québécoise.





Le CAAL :

Le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière

La région de Lanaudière sera témoin de l'émergence d'un nouveau centre d'amitié à Joliette au printemps 2001, une première depuis plus de 20 ans au Québec. L'ouverture des locaux aura lieu un an plus tard dans un local modeste situé au 128 Précieux-Sang à Joliette. La clientèle se compose majoritairement d'Atikamekws originaires de Manawan résidant actuellement à Joliette. Comme tout autre centre d'amitié autochtone, cette corporation à but non lucratif est gérée par un conseil d'administration élu annuellement et composé de neuf membres.

Le CAAL s'est donné comme mission d'améliorer la qualité de vie des Autochtones de la région en les regroupant et en leur offrant les moyens d'atteindre cet objectif. Il favorise également le rapprochement culturel entre les Autochtones et la population lanaudoise afin de créer des ponts qui vont faciliter les échanges.



Le nouveau centre d'amitié ne peut bénéficier d'une subvention de base, comme celle dont bénéficient les autres centres du Québec et du Canada. En effet, tout nouveau centre n'accède plus automatiquement au programme de financement des centres d'amitié autochtones, issu du Ministère du Patrimoine Canadien. Cette réalité cause de sérieux problèmes. Beaucoup de temps, de travail et d'énergie doivent être consacrés à la recherche de fonds alors que la raison d'être de l'organisme est d'aider les gens en leur offrant différents services.

Le CAAL apporte une attention particulière à la formation et à l'acquisition de compétences professionnelles pour sa clientèle. Il organise de temps à autre des ateliers de formation selon les demandes et les opportunités qui se présentent.

Comme un peu partout en milieu urbain au Québec et au Canada, il n'est pas aisé de se trouver un logement quand on est Autochtone, et le CAAL apporte son soutien et son assistance aux familles et aux étudiants en quête d'un toit.

Le Conseil des jeunes se forme en octobre 2003 et s'intègre au programme des Centres polyvalents pour les jeunes autochtones en milieu urbain. Ce programme va permettre aux jeunes de réaliser des activités de leur cru dans les sphères culturelles, récréatives et sociales.

Dans le but de raviver la culture atikamekw chez les jeunes, on lance à l'été 2005 le projet *Miskatisowin* qui comporte un séjour en forêt avec des activités traditionnelles et éducatives. Il s'agit également d'un retour aux sources qui sensibilise les participants à la richesse de leur culture et de leur histoire.



Même si le CAAL ne roule pas sur l'or, on acquiert à l'automne 2003 une fourgonnette afin de fournir de meilleurs services. On peut alors offrir un lunch le midi et de l'aide aux devoirs pour les élèves tout en leur assurant un transport approprié. La participation des bénévoles devient essentielle pour ces activités avec les élèves, car la petite équipe du centre d'amitié ne peut pas tout faire en même temps.

Les bonnes relations avec la communauté de Manawan porteront fruit lorsque les jeunes sportifs atikamekws sous l'égide du CAAL profiteront d'un don d'équipement inusité. En effet, étant donné que la plupart d'entre eux ne possédaient pas les espadrilles appropriées pour fouler les gymnases de Joliette, une demande financière fut adressée à la communauté de Manawan qui accepta de donner ce coup de pouce en sachant le bien fondé de la requête.

Le CAAL s'assure d'entretenir des relations fructueuses avec ses partenaires locaux et régionaux. Il a joint les rangs du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec dès novembre 2002 et est également membre de l'Association nationale des centres d'amitié. Avec l'appui du Réseau des centres d'amitié autochtones, le CAAL pourra compter sur une augmentation substantielle de ses revenus en provenance du Secrétariat aux affaires autochtones, pour l'année financière 2007-2008. Ces nouvelles ressources vont permettre au CAAL de souffler un peu mieux et d'envisager une relocalisation devenue nécessaire pour assurer de meilleurs services à la population autochtone de la région.

La belle aventure du CAAL n'aurait pu se réaliser sans la généreuse contribution de Maurice Bonin, bénévole chevronné qui s'est voué corps et âme au développement du CAAL. Le gouvernement québécois l'a d'ailleurs reconnu en lui décernant un prix honorifique en 2004, pour souligner son apport comme bénévole au sein d'un organisme sans but lucratif.





Le CAASI:

Le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles

Le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles représente le dernier né de la famille des centres d'amitié au Québec. L'assemblée de fondation eut lieu le 10 décembre 2006 et l'inauguration des nouveaux locaux s'est déroulée le 12 décembre 2007 au bureau 170, situé au 700 boulevard Laure à Sept-Îles. Le CAASI n'en est pas à ses premiers balbutiements, car à la fin des années 1980, un groupe d'Innus avait loué un local pour opérer un centre d'amitié à Sept-Îles, mais l'expérience fut de courte durée. Ils participèrent néanmoins à quelques réunions du RCAAQ et à l'assemblée annuelle de l'ANCA à Halifax en 1990. Une autre tentative d'implantation a eu lieu au milieu des années 1990, mais les efforts sont demeurés vains.

Il ne fait pas de doute que le CAASI remplit une mission importante, car sa situation géographique en fait un carrefour naturel de services pour la région nordique et côtière de Nitassinan. Les chefs des communautés innues l'ont d'ailleurs reconnu et ont tous appuyé le projet d'implantation d'un centre



d'amitié à Sept-Îles pour le mieux-être de leurs concitoyens qui y sont en transit ou qui y demeurent.

Les administrateurs du CAASI ont eu tôt fait d'approcher le RCAAQ pour obtenir son aide dans le processus de démarrage. L'association provinciale n'a pas tardé à investir le temps et les ressources nécessaires pour assurer un envol en toute quiétude. Les principales sources de financement ayant permis le décollage, sont issues du programme de Fonds d'initiatives autochtones du Secrétariat aux affaires autochtones du Québec et des Mesures transitoires de l'initiative de partenariats de lutte contre l'itinérance de Ressources humaines et développement social Canada.

Le CAASI vise à améliorer la qualité de vie des Autochtones vivant en milieu urbain ou en transit. Il vise aussi à promouvoir la culture autochtone et à créer un pont entre tous les peuples. Il se veut un lien de réaffirmation identitaire et propose une alliance avec tous les peuples dans l'amitié, le respect, la transparence et l'entraide.

Afin de respecter ses objectifs, le nouveau centre d'amitié offre des services variés d'accueil, de références et d'informations. Il offre aussi des ateliers culturels et thématiques selon les demandes et besoins. Il organise également des cafés-rencontres et des repas communautaires pour tisser des liens solides avec sa clientèle et ses partenaires. Les employés et les dirigeants du CAASI sont déterminés à

cheminer et à foncer à travers vents et marées pour offrir un oasis de paix pour les Autochtones vivant en transit à Sept-Îles.





Le RCAAQ :

le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) a vu le jour en 1976, lorsque les Centres d'amitié autochtones de Chibougamau, Val-d'Or, La Tuque et Montréal ont décidé de créer une association pour faire avancer leur cause. Anne-Marie Awashish, Henri Baribeau, Gloria Nault et Eddie Gardner ont formé le premier groupe d'administrateurs du RCAAQ.

Comme tout nouvel organisme, le RCAAQ lança un concours dans le but de se doter d'un sigle d'identification. On adopta alors une œuvre de Christine Sioui-Wawanoloat, illustrant une cérémonie au lever du soleil avec deux personnages partageant le calumet. Ce sigle tire son origine d'un authentique dessin fait sur de l'écorce de bouleau.

Ne bénéficiant d'aucune subvention, la jeune association utilise alors le Centre indien cri de Chibougamau comme siège social. À la fin des années 1970, le gouvernement provincial accepte de financer le RCAAQ via un programme pour organismes bénévoles du réseau des Affaires sociales.



On installe alors un bureau d'opération dans les locaux du Centre d'amitié autochtone de Montréal au 3730, Côte-des-Neiges.

Le mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec va alors vivre une rare expansion en accueillant de nouveaux membres, tout d'abord le Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre en 1978, puis le Centre d'amitié autochtone de Québec en 1979.

Le RCAAQ se développe graduellement et, grâce à de nouvelles ressources humaines et financières, emménage dans des nouveaux locaux sur la rue Cherrier à Montréal. Après avoir passé les premières années d'existence avec un seul employé, le RCAAQ compte au début des années 1980 sur quatre employés, dont Jacques Jobin à la coordination.



En 1984, c'est la commémoration du 450^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada, et le RCAAQ a la charge de l'organisation d'un colloque ayant comme thème *450 ans après?*. L'heure n'était pas à la célébration, mais plutôt à la réflexion et à la discussion. Où en étions-nous 450 ans après l'arrivée des Européens sur nos terres? L'évènement eut lieu au Manoir du Lac Delage près de Québec et regroupait 300 délégués des Nations autochtones de Québec, de même que des représentants des centres d'amitié du Québec et du Canada. Ce fut une

belle rencontre et une occasion unique pour faire connaître les centres d'amitié et le Regroupement.

En 1985, à la requête du comité de consultation sur la politique familiale, le RCAAQ coordonne un forum sur la famille autochtone à Cap-Rouge près de Québec. Une soixantaine de délégués autochtones en provenance de toutes les régions du Québec participèrent aux échanges.

L'équipe du RCAAQ a acquis de l'expérience et une certaine maturité. On a davantage confiance en nos moyens et on entrevoit l'avenir avec beaucoup d'espoir et d'optimisme. On reçoit des appels et des demandes de groupes désireux d'implanter des centres d'amitié autochtones dans leur milieu.

En 1985, le RCAAQ et les centres d'amitié vont participer activement à une vaste recherche nationale sur les abus de drogues, d'alcool et de solvants sous l'égide de l'Association nationale des centres d'amitié. Un rapport sera publié et ses recommandations largement publicisées.

Il s'agit d'une période faste pour les centres d'amitié, car le gouvernement fédéral injecte d'importantes sommes additionnelles au programme. Au cours d'une même année, tous les centres d'amitié autochtones du Canada ont bénéficié d'une ressource supplémentaire au sein de leur personnel de base. Le RCAAQ est parfois appelé à trancher sur le partage des nouvelles ressources, car il est arrivé à l'occasion qu'il n'y ait pas assez de morceaux de tarte pour tout le monde et qu'il faille donc prendre des décisions difficiles. Ces exercices ne se font pas toujours sans heurts.

En 1988, dans le cadre d'un projet d'échange culturel, on accueille des stagiaires français dans les centres d'amitié; ceux-ci peuvent ainsi découvrir une nouvelle culture et se familiariser avec des modes de fonctionnement différents des leurs. L'année suivante, c'est au tour du RCAAQ de se rendre à Blagnac, en France, afin de sonder leurs méthodes d'intervention auprès de clientèles à risque.

Diane Décoste, alors directrice générale du RCAAQ, assure la coordination du projet.



En 1989, on assiste à une nouvelle tentative d'implantation d'un CAA à Sept-Îles. Serge Mckenzie porte cette fois le flambeau et assistera à quelques réunions avec le RCAAQ pour concrétiser le projet. Malheureusement, une fois de plus la mèche était trop courte et le feu ne s'est point allumé. Cependant, une légère fumée subsiste...

Entre-temps, à travers le pays, tous les CAA font une campagne de lobbying sans précédent pour l'enrichissement du Programme des centres d'amitié autochtones (PCAA). Médias et députés sont sollicités et des questions sont soulevées à la Chambre des Communes. Au même moment, le RCAAQ lance une brochure pour souligner les 20 ans d'existence des CAA au Québec.

L'année 1990 amène la crise d'Oka et ses nombreuses répercussions dans le monde autochtone au Québec. Le RCAAQ supporte de son mieux le CAAM dans ses efforts pour acheminer des vivres et des denrées aux pauvres gens coincés derrière les barricades.

Le Secrétariat aux Affaires Autochtones organise en 1991 un colloque à Val-d'Or sur les relations entre les Autochtones et les non-autochtones. Des conférenciers illustres participent à l'exercice et des vœux pieux sont exprimés de part et d'autre.

C'est aussi la période des balbutiements du Programme des Chemins de la Réussite du Ministère du Développement des ressources humaines du Canada. Le gouvernement transfère alors les fonds de formation à l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) qui les distribue par la suite aux communautés via la Commission de développement des ressources



humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ). Le RCAAQ – qui siège alors aux assemblées de l'APNQL et de la DRHPNQ – se démène du mieux qu'il peut afin que les Autochtones vivant en milieu urbain puissent accéder à une juste part des programmes de formation.

L'année 1992 voit déambuler la Commission Royale sur les Peuples Autochtones à travers tout le pays. Le RCAAQ présente un mémoire qui met en lumière les problématiques de la population autochtone urbaine au Québec. Un nouveau directeur général, Raymond Picard, fait son entrée au RCAAQ.

Le 10 mars 1993, les CAA du Canada entier ferment leurs portes pour la journée en guise de protestation contre les coupures prochaines dans le PCAA. Des coupures de l'ordre de 20 % sont alors annoncées sur un échéancier de quatre ans. Le mouvement des CAA traverse une période sombre de son histoire, alors qu'il avait engagé tellement d'ardeur sur l'enrichissement du programme quelque temps auparavant. On crie à l'injustice, on alerte les médias... mais rien n'y fait.

L'automne suivant, le RCAAQ organise des ateliers de planification stratégique afin de rétablir des priorités et de raviver la flamme qui s'est étiolée quelque peu au cours des derniers mois. Durant cette période, un comité de travail va élaborer des critères d'adhésion pour les nouveaux CAA au Québec.



En 1994, l'ANCA parraine un projet national d'implantation d'un système de bases de données pour fin d'évaluation du PCAA. Il s'ensuit une résistance passive parmi les membres, car on se méfie de l'utilisation des données par d'autres instances.



Cet été-là, l'assemblée générale annuelle de l'ANCA se déroule à Québec; les quelques 300 délégués et observateurs sont enchantés par l'hospitalité et le charme de la belle capitale.

Le RCAAQ se joint en 1995 à la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador sous l'égide de l'APNQL. Simultanément, il participe au lancement à Montréal du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones, le PAPA. Sous la gouverne du RCAAQ et de Santé Canada, ce programme fait sa niche dans les CAA au cours de l'an 1996.

Lors d'une réunion à Québec cette année-là, une rencontre est organisée avec les coordonnateurs ministériels affectés aux questions autochtones, afin de mieux connaître les rôles et les responsabilités de tout un chacun. Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) coordonne la rencontre. Les échanges sont fructueux et de meilleures communications s'établissent.

En 1997, le RCAAQ vibre au rythme du développement économique. Il gère un important projet provincial destiné à être décentralisé dans les CAA. Ce projet prévoyait de doter chaque centre d'amitié d'un agent de développement économique local et un vent d'optimisme souffle avec vélocité. À la même période, on implante les Centres de formation pour les Autochtones en milieu urbain (CFAMU) dans la plupart des CAA afin qu'ils puissent former leur population aux nouvelles technologies informatiques.



Pour mener ces importants projets à terme, le RCAAQ déploie des efforts pour rejoindre les attentes diversifiées et parfois même divergentes au sein de son membership. Cette époque sera marquée de remises en question sur le mode de développement à privilégier pour le RCAAQ et les centres d'amitié. Le vent souffle créant une turbulence au sein du mouvement.

Pour se remettre en selle avec des montures fraîches prêtes à partir vers de nouveaux horizons, on retourne aux sessions de planification stratégique à l'automne 1998. Il faut d'abord procéder à l'évaluation du programme d'aide pré-scolaire aux Autochtones (PAPA) à l'échelle provinciale. Le programme est bien implanté, hormis un site qui éprouve des problèmes au niveau de sa base.

L'année 1999 marque l'entrée en scène des Centres polyvalents pour les jeunes autochtones en milieu urbain (CPJAMU). Le Ministère du Patrimoine canadien transfère ce nouveau programme à l'ANCA qui, à son tour, le refile au RCAAQ pour en assurer la gestion. Des sommes substantielles sont en jeu et le RCAAQ doit considérer des projets issus des CAA de même que ceux provenant d'autres organismes autochtones situés au Québec. À ce moment, la direction du RCAAQ est assurée grâce à une coordination.

Le RCAAQ a célébré son 25^{ième} anniversaire à Chibougamau en octobre 2001. Lors de cet événement, les membres fondateurs du RCAAQ ont été invités à se joindre aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux divers délégués des centres d'amitié autochtones pour commémorer cet anniversaire. Les membres fondateurs ont donc pu raconter les débuts du mouvement des centres d'amitié au Québec et les défis qu'ils ont rencontrés pour implanter les centres. Ce fut aussi un moment de partage puisque les membres



fondateurs se sont aussi remémorés des souvenirs et ont échangé avec les participants présents.

L'année 2001 a aussi été marquée par la mise sur pied du Conseil des jeunes autochtones en milieu urbain du RCAAQ à Senneterre au mois d'août. Lors de ce rassemblement, les 6 centres d'amitié autochtones (CAAVD, CEASS, CICC, CAALT, CAAQ et le CAAM) ont envoyé leurs jeunes délégués pour jeter les bases de la structure jeunesse du RCAAQ. Le rassemblement a été une belle occasion de réunir les jeunes des centres, qui ont pu ainsi échanger, discuter et apprendre à se connaître davantage. De nombreux jeunes autochtones impliqués dans le Conseil des jeunes au cours des années ont su développer leur leadership positif et prendre la relève dans le réseau et au-delà, dans diverses sphères de la société.

Ce fut aussi lors du 25^{ième} anniversaire, et suite à une invitation du RCAAQ, que le Centre d'amitié autochtone de Québec est redevenu membre du RCAAQ. Le réseau comptait alors 6 centres d'amitié autochtones. Il allait en compter bientôt sept, avec l'arrivée du Centre d'amitié autochtone de Lanaudière, comme membre du RCAAQ, lors de l'assemblée générale annuelle de novembre 2002 à Québec.

Au cours de cette période, le RCAAQ a vécu de nombreux changements et rencontré des obstacles qui ont freiné son élan. L'équipe de travail du RCAAQ a donc dû se replier sur elle-même et restreindre ses activités pour mieux reprendre des forces.

C'est en 2004 que le RCAAQ a fait une session de planification stratégique avec les membres du conseil d'administration, les délégués des centres et l'équipe de travail du RCAAQ. Cette réflexion a



permis d'identifier les valeurs communes de respect, de solidarité, d'engagement, d'intégrité et de fierté propres au « mouvement », en plus de le doter d'une vision globale quant à son intervention. Le travail du RCAAQ était donc orienté vers des buts et objectifs communs pensés en fonction du bien-être du mouvement.

En effet, les énergies du RCAAQ ont été concentrées sur la consolidation de l'équipe de travail et sur une réorganisation de sa structure. C'est ainsi qu'un nouveau leadership émergeait et investissait ses efforts dans le développement du réseau et le rayonnement du RCAAQ. C'est une équipe dynamisée et proactive qui poursuivait le travail de l'Association provinciale sous la direction de Josée Goulet, Innue de Uashat Mak Maliotenam.

Le fait saillant de 2005 est la signature, le 17 mai, de l'entente de relations avec l'APNQL qui officialise les relations entre les deux organisations. Le RCAAQ devient l'interlocuteur privilégié de l'APNQL en matière de prestation de services pour les Autochtones vivant en milieu urbain.

En 2006, le RCAAQ déploie ses efforts sur les négociations, représentations et interventions auprès des gouvernements des Premières Nations ainsi qu'auprès des gouvernements du Canada et du Québec et des partenaires de la société civile, et cela en vue du Forum socio-économique des Premières Nations. Le forum a permis au RCAAQ d'atteindre son objectif : enclencher une série d'actions et de mesures qui permettent d'améliorer de façon concrète, efficace, et viable les conditions sociales et économiques des Premières Nations. Lors du forum, le RCAAQ a signé une Déclaration d'Amitié avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et une entente de partenariat avec le Chantier de l'économie sociale. Une autre retombée du forum fut la signature de l'entente de partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ).



Au cours de ces années, le RCAAQ a continué son travail de consolidation et de développement du réseau. Il a chapeauté une étude de besoins de la communauté urbaine de Montréal et une autre concernant la communauté de Sept-Îles. Ces études ont démontré les besoins croissants des Autochtones en milieu urbain au Québec. En ce sens, le RCAAQ a aussi soutenu l'implantation du CAASI à Sept-Îles.

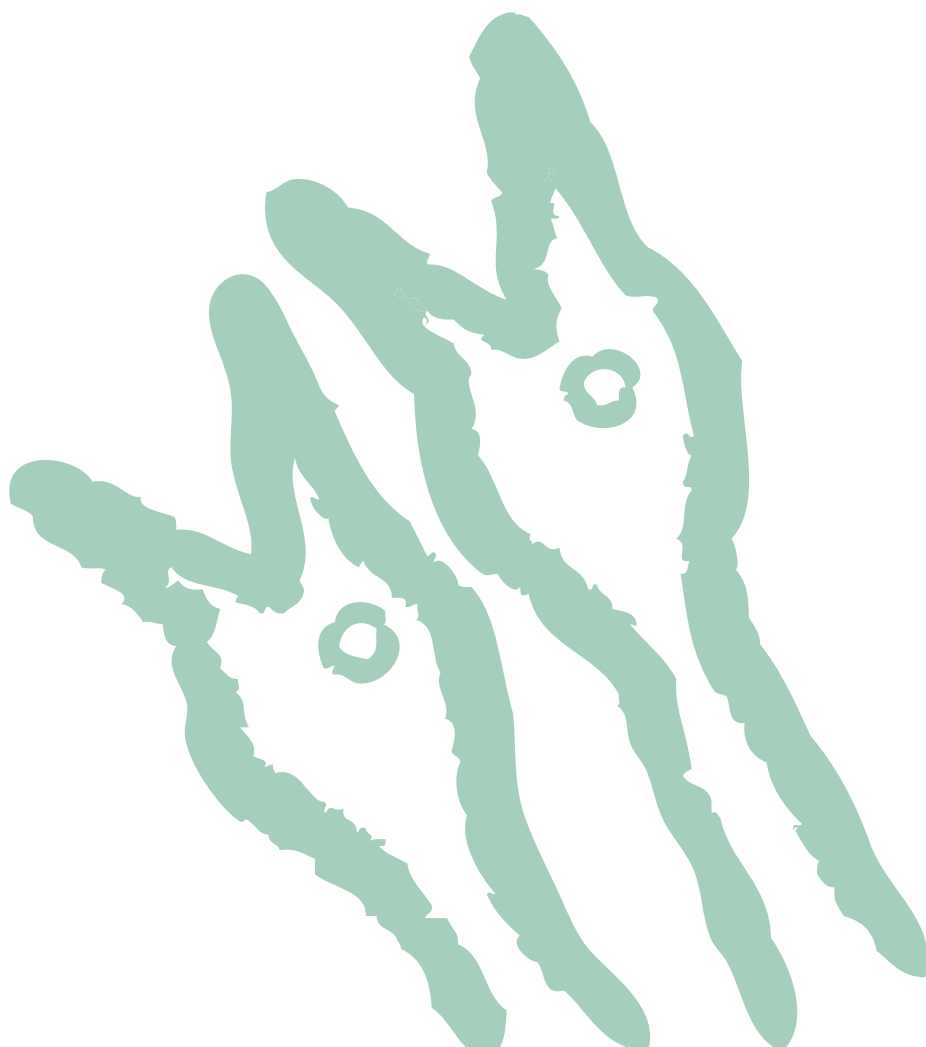
Finalement, le RCAAQ a accueilli le CAASI lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2007 à La Tuque : le dernier né du mouvement des centres d'amitié autochtones au Québec. Il est maintenant le 118^{ième} centre d'amitié au Canada.



Les OUTARDES

Elles sont toujours prêtes à s'envoler vers de nouveaux défis.

Elles travaillent toujours en équipe, et sont solidaires de la même manière que les membres du Conseil des jeunes autochtones du Regroupement.





Les apports décisifs des centres d'amitié autochtones

Cette histoire, contée dans le détail, le démontre bien : même si avec chaque centre les choses se sont passées de manière particulière, tous se sont employés à répondre au jour le jour, à une série de besoins urgents, nés de l'émergence de ces nouvelles communautés autochtones en milieu urbain.

Chacun d'entre eux est devenu, en plein cœur de l'espace urbain, un incubateur d'initiatives, un lieu privilégié d'expression des besoins et des revendications d'une frange non négligeable de la population autochtone.

D'où leur très grande originalité, car ils sont amenés à proposer des services spécialisés et culturellement adaptés que n'offrent pas les communautés et qui doivent pouvoir – en plein cœur du milieu citadin allochtone – aider à défendre la dignité et l'identité culturelle autochtone, et cela quelle que soit la Nation d'origine à laquelle on se réfère. Ils doivent donc avoir d'abord et avant tout une politique de portes ouvertes, fondée sur le principe de l'accessibilité universelle.

Des activités et des services uniques en leur genre

C'est ainsi qu'ont pu voir le jour un certain nombre d'initiatives hautement originales, expression de ces nouvelles réalités. Il vaut la peine d'en rappeler quelques-unes des plus importantes : les expériences de tutorat ou d'aide aux devoirs visant une meilleure intégration scolaire des jeunes autochtones dans le réseau scolaire allochtone; le soutien à l'alphabétisation et à la transmission de la culture et des langues autochtones; la mise en place de centres de documentation ou de bibliothèques destinés tout à la fois à faire œuvre de mémoire et à mieux faire connaître la culture autochtone; l'animation de Centres polyvalents cherchant à fournir aux jeunes des moyens d'améliorer leurs conditions de vie et de développer leur « leadership »; la structuration de cercles de femmes destinés à offrir à ces dernières des services culturels et psychosociaux qui leur soient adaptés; l'organisation de cuisines collectives permettant tout à la fois d'acquérir des compétences nouvelles et de lutter contre la pauvreté; le développement de campagnes ou de manifestations culturelles stigmatisant le racisme et valorisant la richesse de la culture autochtone ainsi que le respect des peuples et l'estime de soi.



À l'image de l'aigle, la mission du Regroupement

Il fallait cependant trouver à tous ces efforts locaux une voix collective, une voix qui puisse s'exprimer dans le respect des différences. Voilà pourquoi, pour coordonner l'ensemble de ces interventions et leur donner plus de cohérence, de force et de visibilité, s'est constitué à partir de 1976 le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Tout comme l'aigle qui le représente et symbolise le type d'action qu'il cherche à mener, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec apporte la vision, la puissance et l'inspiration. Il aide à prendre du recul pour analyser les actions qu'il faut entreprendre. Il offre l'objectivité et la clarté d'esprit nécessaires aux prises de décision et à la recherche des priorités. Puisqu'il monte si haut dans le ciel, il vole au-dessus de tout et dispose d'une vue d'ensemble. L'aigle renvoie aussi à la communication, laquelle se veut être primordiale entre le Regroupement et les centres d'amitié qui composent le mouvement et qui sont la raison d'être de l'Association provinciale. C'est pour cela que l'aigle ne peut rien faire d'important sans la présence de la tortue, car cette dernière est la base de tout. N'est-ce pas elle qui porte la terre? Et les centres, à l'image de la tortue, portent le mouvement des centres d'amitié.

Dit dans d'autres mots, le Regroupement se veut une structure de coordination et de représentation collective qui s'est fixée pour tâche de mettre en synergie les efforts des différents centres, de les regrouper à l'échelle du Québec pour qu'ils soient plus efficaces et pour que l'expérience de chacun puisse servir à tous, et vice versa.



En somme, on a voulu que ce patient travail, mené au niveau local, prenne peu à peu une ampleur provinciale et donne naissance à un mouvement: le mouvement des Autochtones vivant en ville dont les membres partageraient une histoire et des valeurs communes.

C'est ce qui explique que le Regroupement appuie chacun des centres du mouvement en s'employant à mettre en œuvre des projets et des programmes d'envergure provinciale.

C'est aussi ce qui explique qu'il appuie tous ses membres dans la réalisation de leur mission en apportant conseils, support et ressources techniques. Mais il cherche en plus à jouer un rôle de représentation pour l'ensemble des centres, tentant de défendre à l'échelle provinciale les intérêts des Autochtones vivant en milieu urbain et d'encourager à leur propos l'échange et la concertation entre les membres des Premières Nations du Québec et les différentes instances gouvernementales.

Sa mission première consiste à militer en faveur du mieux-être des individus et des collectivités à l'intérieur d'une approche communautaire ainsi qu'à offrir des espaces de représentation collectifs et démocratiques au sein desquels les Autochtones composant avec la réalité urbaine pourront faire connaître leurs aspirations ou revendications et s'exprimer dans le respect de leurs différences, et cela quels que soient leurs langues, leurs Nations et leurs statuts.

En ce sens, le Regroupement a pour objectif l'amélioration de la qualité de vie des Autochtones, la promotion de la culture et le rapprochement entre





les peuples. À travers une philosophie holistique fondée sur « l'empowerment » (la reprise de pouvoir), il cherche à développer l'approche communautaire et culturelle ainsi que celle de l'économie sociale. L'expérience de 39 ans de pratique en ce domaine démontre qu'il y a eu une évolution et une complexification des besoins des Autochtones urbains, et par conséquent une transformation et une amélioration des diverses interventions des centres d'amitié et du Regroupement. Au début, il s'agissait essentiellement d'assurer des services de dépannage alimentaire ou d'accompagnement, d'apporter de l'appui en termes de référence et d'écoute.

Mais devant l'accélération du mouvement de migration et l'ampleur des problèmes rencontrés, on s'est vite aperçu que la compassion et la bonne volonté de quelques-uns ne suffisaient plus pour venir en aide à une population extrêmement vulnérable. Il a donc fallu développer peu à peu une approche particulière, se concevoir comme un mouvement collectif partageant les mêmes valeurs et une vision commune du développement. D'où l'importance de la philosophie holistique et communautaire à laquelle se réfère en priorité le Regroupement, car avec elle on aspire à favoriser collectivement et culturellement la prise en charge individuelle, à accompagner la réédification des individus tout en travaillant en même temps à la transformation des conditions sociales environnantes qui sont à l'origine de leurs difficultés.

En ce sens, la loutre pourrait bien représenter les qualités qu'il aspire à développer parmi ses membres. Car la loutre est un animal dynamique, actif et enjoué. Il est joueur de tours et, s'il représente l'humour présent

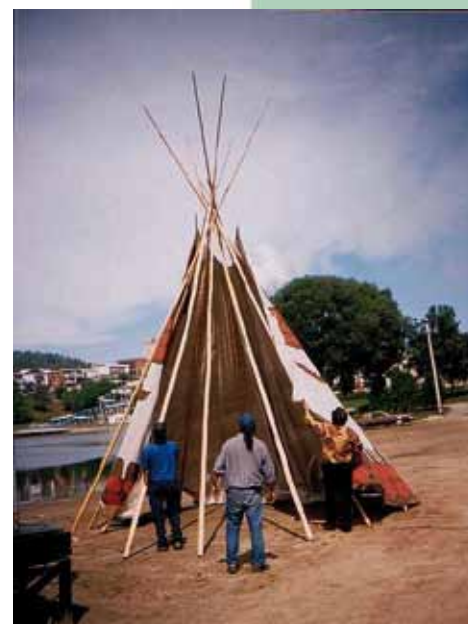


chez les Premières Nations, sa curiosité comme son désir d'apprendre et de découvrir sont tout aussi légendaires et rappellent l'importance de l'échange et du partage, des espaces de discussion démocratique, notamment par le biais de forums lorsqu'il s'agit d'enjeux nouveaux.

Des gains pratiques

Vu comme un tout, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec offre des services de toutes sortes à plus de 18 700 membres des Premières Nations, Inuits et Métis au Québec. Il mobilise plus d'une centaine de bénévoles. Il offre des emplois durables à plus de 165 personnes, rejoint 1 250 jeunes et anime un service d'aide aux devoirs (de 6 à 12 ans) en partenariat avec 27 écoles francophones. Il effectue des travaux de recherche, produit des études et mémoires sur le racisme et la discrimination, sur le développement durable, sur la loi de la protection de la jeunesse, etc. Il est donc au cœur non seulement de cet effort d'affirmation collective des Autochtones ayant à composer avec la réalité urbaine, mais aussi de cette volonté autochtone de faire face aux enjeux d'aujourd'hui.

Et ce n'est sans doute pas pour rien que des gens comme Ghislain Picard, Michèle Rouleau, Alexis Wawanoloath, Monique Sioui, Matthew Coon Come, Mélanie Napartuk ont fait leurs premières armes dans des centres d'amitié autochtones. N'apparaissent-ils pas comme des espaces particulièrement dynamiques où des chemins se sont croisés, où des parcours se sont définis?



Mais le Regroupement ne s'est pas contenté d'offrir des services donnés, il a cherché aussi à pallier aux problèmes de représentation collective en établissant, sur le mode de la complémentarité, des liens soutenus avec l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) et ses diverses commissions. Il a ainsi acquis – tout comme Femmes Autochtones du Québec (FAQ) – le droit de pouvoir siéger au sein des instances de l'APNQL, avec un droit de parole sans cependant détenir le droit de vote. Il est aussi considéré comme l'interlocuteur privilégié à la table des chefs sur toutes les questions concernant les Autochtones vivant en milieu urbain. Qu'on pense à ce sujet à l'entente conclue entre le Regroupement (RCAAQ) et l'Assemblée des Premières Nations (APNQL) en mai 2005. En travaillant en collaboration étroite avec les différentes commissions de l'APNQL, il a pu tout à la fois mieux traduire la spécificité des besoins des Autochtones vivant en milieu urbain, et mieux faire comprendre la valeur de certaines de ses orientations en termes de développement, notamment celles de l'approche communautaire et de l'économie sociale.



Au Forum socio-économique des Premières Nations à Mashteuiatsh (2006), il en est venu à être reconnu comme un partenaire à part entière, comme le représentant auprès des différents gouvernements des Autochtones composant avec la réalité urbaine. Il a ainsi négocié avec les instances gouvernementales onze engagements dans différents domaines, dont la santé, la jeunesse, l'économie et l'éducation. Plus encore, il a été capable d'établir des premières en-

tentes officielles avec certains organismes de la société civile québécoise, notamment avec la CSN, le Chantier de l'économie sociale du Québec,

l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et le Réseau d'échange interuniversitaire « Dialog ».

Le fruit de ce travail a d'ailleurs commencé à être reconnu un peu partout. À preuve ces distinctions et ces prix dont les centres d'amitié ou leurs responsables et bénévoles ont été, ces dernières années, les récipiendaires. Qu'on songe à la remise de l'Ordre National, la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec, à Madame Édith Cloutier. Qu'on songe aussi à l'or remporté par le Centre indien cri de Chibougamau lors du grand prix du Tourisme québécois Nord-du-Québec (mars 2006) ainsi qu'au prix Rita Fortin 2006, reconnaissance attribuée à Doris Saint-Pierre pour son implication bénévole au Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. Qu'on songe aussi au prix Hommage bénévolat-Québec, dans la catégorie « Bénévole en action », décerné en 2004 à M. Maurice Bonin du Centre d'amitié autochtone de Lanaudière. Ou à la reconnaissance reçue par Mélanie Napartuk au Gala Éclair de Jeunesse 2007 dans le volet « Jeune art et culture ». Ou encore à la plaque honorifique qui, dans le cadre de la semaine du bénévolat, a été remise aux jeunes autochtones du Centre Nikwemes pour leur implication et leur dévouement au sein du Centre d'amitié autochtone de La Tuque (CAALT).





L'apport de la jeunesse

Enfin le Regroupement des centres d'amitié autochtones a été capable de faire place en son sein à la jeunesse, en créant des structures de représentation propres aux jeunes.

C'est ainsi que le Conseil des jeunes autochtones en milieu urbain du Regroupement a vu le jour en 2001 à Senneterre grâce au leadership de jeunes autochtones qui s'impliquaient activement dans le mouvement des centres d'amitié. Et leur énergie et dynamisme étaient tels qu'on a été amenés à symboliser leurs interventions par la figure animale des outardes. En effet, les outardes, toujours prêtes à s'envoler vers de nouveaux défis, travaillent toujours à plusieurs, en équipe, et sont solidaires de la même manière que les membres du Conseil des jeunes autochtones du Regroupement.

C'est ainsi que cet instance est composé d'un représentant par Conseil local des jeunes autochtones de chaque centre, élu pour un mandat d'un an. Les membres du Conseil, sont les porte-parole de la jeunesse autochtone composant avec la réalité urbaine. Ensemble ils expriment les besoins et les préoccupations de cette jeunesse en plus de défendre leurs intérêts auprès des diverses instances : conseil d'administration du RCAAQ, conseil d'administration de chaque centre d'amitié, Conseil des jeunes



autochtones de l'Association nationale des centres d'amitié et Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador (CJPNQL).

Le Conseil des jeunes autochtones travaille pour offrir un lieu de concertation aux jeunes autochtones de chaque centre, pour encourager le développement de leaders positifs, pour favoriser l'engagement social des jeunes et pour offrir des occasions de formation et d'échange.





La LOUTRE

est un animal dynamique, actif et enjoué.

Il est joueur de tours et, s'il représente l'humour présent chez les Premières Nations, sa curiosité comme son désir d'apprendre et de découvrir sont tout aussi légendaires et rappellent l'importance de l'échange et du partage, des espaces de discussion démocratique, notamment par le biais de forums lorsqu'il s'agit d'enjeux nouveaux.





Des perspectives pour le futur

Il ne faudrait pas penser cependant que la formation de ce réseau de centres se soit faite sans difficultés. Loin de là ! Crises, virages, brusques changements d'équipes, passages à vide ont scandé au fil des ans et à la manière d'une longue marche, les avancées dont nous avons précédemment parlé. Et comment pouvait-il en être autrement lorsque partout l'on tend à vous considérer comme n'ayant pas d'existence digne de ce nom, comme étant invisible?

Pour progresser, trouver un peu de place, se faire entendre et reconnaître, les Autochtones composant avec la réalité urbaine du Québec ont eu bien du pain sur la planche. Et s'ils ont indéniablement avancé et abattu un travail colossal, il leur reste du chemin à parcourir, de nombreux obstacles à lever.

Car les enjeux qui se profilent en arrière plan de leur existence ne sont pas négligeables. En effet, ce phénomène croissant de migration autochtone, qui a commencé à se faire sentir au Québec dans les années 70, pose des problèmes inédits. Et pas seulement aux Autochtones amenés à quitter leurs réserves, mais aussi et surtout à l'ensemble des membres des Premières Nations.

Tout le monde le comprend intuitivement: l'avenir des Premières Nations dépend essentiellement de leur capacité à pouvoir disposer de territoires, à pouvoir avoir accès à la terre et à ses ressources, en somme à récupérer une





partie de celles qu'on leur a dérobées. C'est là un point vital. D'où d'ailleurs les revendications que ne cesse de rappeler avec raison l'APNQL : les Premières Nations devraient pouvoir avoir accès à des ressources territoriales qui leur donneraient les moyens d'une autonomie et d'une gouvernance véritable.

Mais en attendant que ces négociations aboutissent et que les gouvernements allochtones se rendent à ces arguments, en attendant que ces territoires puissent leur permettre d'assurer dans la durée une existence digne, la réalité autochtone concrète, elle, n'a cessé d'évoluer. Et ils sont



de plus en plus nombreux ceux et celles qui sont amenés à quitter leur communauté, à prendre le chemin de la ville et à rejoindre le petit noyau des Autochtones ayant grandi en milieu urbain. Que ce soit temporairement ou pour toujours, on a là affaire à un inexorable mouvement de diaspora conduisant des groupes toujours plus nombreux à se confronter à une toute autre réalité que celle qu'ils avaient connue. La défense des droits des membres des Premières Nations passe donc aussi par la défense des Autochtones ayant à composer avec la réalité urbaine.

La multiplicité des espaces de revendication

En ce sens là, il ne s'agit pas de vouloir séparer ce qui dans les faits ne l'est pas. Il ne s'agit pas de construire artificiellement de nouvelles catégories d'Autochtones dont le destin n'aurait rien à voir avec celui des Autochtones vivant en communauté. Il ne s'agit pas non plus de privilégier



certaines revendications plus vraies au détriment d'autres qui le seraient moins.

Il s'agit bien plutôt de réduire les facteurs de division et d'insister sur ce qui unit, en appréciant la multiplicité des espaces de revendication et en se situant au coude à coude dans la même lutte d'ensemble, celle qui permettra enfin que les Autochtones – tous les Autochtones – aient la place qui leur revient. En sachant cependant que cette lutte d'ensemble, de par l'évolution même des conditions d'existence des Autochtones du Québec, revêt des manifestations diverses et exige des formes d'organisation et de représentation adaptées. Y compris en ville puisque de nouvelles communautés autochtones sont en train d'y prendre racine ... et par conséquent des centres d'amitié autochtones qui tentent de répondre à leurs nouveaux besoins.

En ce sens les Autochtones vivant en milieu urbain sont ces membres des Premières Nations qui se trouvent « en première ligne », au coeur même du monde citadin allochtone, pour faire entendre les revendications spécifiques des Autochtones. Ils sont ceux qui se trouvent sur le « front urbain » et qui, sans rien oublier de leurs racines ni de leurs terres, se confrontent directement au monde allochtone, à ses valeurs, à son mode de vie.

Ils ont donc un rôle particulier à jouer, complémentaire à celui que d'autres mènent ailleurs, notamment dans leurs propres communautés. La dimension à la fois « complémentaire et autonome » de leur action est ici très importante car ce n'est qu'en unissant peu à peu tous ces fronts, que les membres des





Premières Nations se donneront les moyens – dans le respect des différences de chacun – de faire exister la force qu’ils représentent vraiment. À condition, cependant, de n’oublier ni cette « base arrière » que sont les territoires, et sans lesquels on risque bien d’être condamnés à disparaître à moyen terme, ni l’espace urbain, expression si symptomatique de l’existence contemporaine autochtone.

Il n’y a rien de plus révélateur que de noter la diversité des services dont les centres d’amitié ont cherché – sur la base de préoccupations culturelles – à assumer la responsabilité : l’alphabétisation, le soutien psychosocial, la formation continue, la recherche d’emplois, l’économie sociale. Parce qu’ils s’intéressent autant à la santé qu’à l’éducation, à l’économie et aux services sociaux, parce qu’ils se soucient de répondre aux besoins les plus élémentaires et vitaux (cantine, restauration, hébergement, formation, etc.), ils constituent à eux tout seuls – au cœur même de l’espace urbain – une mini société, une mini communauté en puissance, et plus encore l’expression autochtone du désir de vivre en ville, l’affirmation d’une fierté, la concrétisation, dans la ville d’aujourd’hui, d’espaces propres aux Autochtones, de lieux chaque fois plus à l’image de ce qu’ils veulent être.

Et parce qu’ils sont sommés de répondre en termes culturels à ces nouveaux besoins, ils ont été obligés de prendre à bras le corps la question de la culture, de s’intéresser au premier chef à ce qu’il en était de l’identité culturelle et de la fierté que tout Autochtone pouvait en tirer. De manière positive, active ! Pour la faire connaître, la rappeler, la faire surgir de l’oubli et l’actualiser, à la manière d’une préoccupation vitale, puisque c’est d’abord à travers elle, quand on affronte



la réalité de la ville, qu'on peut exister, ici et maintenant, comme Autochtones !

Plus encore, en se trouvant au quotidien en rapport avec les allochtones et leur mode de vie – loin de toutes les protections de la communauté – ils ont été amenés à agir en quelque sorte comme des ambassadeurs privilégiés en terre allochtone, ou à se concevoir comme des ponts tendus vers le milieu québécois, des passerelles entre le monde autochtone et celui des allochtones.

D'où d'ailleurs leur position stratégique décisive et leur vocation presque naturelle à promouvoir envers et contre tout – tant ils côtoient en permanence les représentants du monde allochtone et les Autochtones de diverses nations – le respect et l'échange égalitaire entre peuples et nations.

La croissance de la présence autochtone dans les milieux urbains pose la délicate question de la cohabitation sur un même territoire de cultures différentes, avec tous les défis que cela implique. Et pas seulement du côté autochtone où se retrouvent souvent dans une même ville des Autochtones provenant de différentes Nations! Mais aussi pour les représentants et les groupes allochtones! Ce sont là de nouveaux enjeux ! Comment, par exemple, pour un maire allochtone, travailler à ce que sa ville change et à ce que les Autochtones n'y soient pas invisibles ou soumis à des politiques discriminatoires ou racistes? Comment faire en sorte qu'ils soient interpellés comme des citoyens participant non seulement à son essor économique, mais également à son épanouissement social et culturel ? On voit bien ici tout le travail d'échange et de discussion particulier qu'il faut initier sur le terrain même et dont les centres d'amitié ont été les ardents promoteurs.





La complémentarité et l'autonomie

Situés au carrefour de réalités aussi complexes, les centres n'ont pu jouer le rôle qui est le leur qu'en pensant leur action comme étant « autonome de » et en même temps « complémentaire à » celle des communautés des Premières Nations et de leurs instances de représentation officielles.

Soigneusement combinées, l'autonomie et la complémentarité constituent le principe premier qui a fait la force et l'originalité des centres d'amitié, mais celui-ci reste sans doute aussi le plus difficile à maintenir, à affirmer et à faire reconnaître. Notamment auprès des différents gouvernements, provincial comme fédéral.

On comprendra dès lors, à regarder vers l'avenir, combien il reste vital pour le réseau des centres d'amitié de pouvoir accéder à une reconnaissance institutionnelle plus permanente et s'assurer ainsi, dans son sillage, de formes de financement régulières et récurrentes, leur permettant de penser leur intervention sur le long terme.

On comprendra aussi en quoi ils ont besoin que leur statut soit clarifié et que les gouvernements leur reconnaissent de véritables pouvoirs de représentation, de manière à se donner les moyens d'intervenir en toute autonomie sur les questions qui sont les leurs.

Mais plus encore, on comprendra comment ils ne peuvent se contenter d'être une simple structure institutionnelle coordonnatrice. Et comment il leur a été vital d'avoir commencé à lui apporter un contenu, à lui donner une âme. Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec est aussi un mouvement partageant une histoire et des valeurs communes. Il a donc une mission qui le caractérise et par conséquent des valeurs à



travers lesquelles il se définit et pour lesquelles il milite activement (l'approche communautaire, holistique et pluraliste, l'empowerment (la reprise de pouvoir) et l'économie sociale), mais en n'oubliant pas de rajouter qu'il s'agit de valeurs repensées, réinterprétées à partir des préoccupations identitaires et culturelles des Autochtones composant avec la réalité urbaine.

On comprendra dès lors comment il est nécessaire pour lui – ainsi d'ailleurs que pour chacun des centres – de parvenir à se renouveler, à s'outiller d'instruments de gestion, de services de formation et d'animation chaque fois plus adéquats, permettant non seulement d'assurer un développement rigoureux mais aussi d'innover et de bénéficier de tous les apports extérieurs pouvant l'aider à remplir sa mission.

En ce sens, sa mission participe à part entière de cette affirmation identitaire autochtone, de cette volonté de reprise de pouvoir et d'émancipation collective, de la lutte globale des Premières Nations du Québec. Gageons qu'en son sein et dans le sillage de tels idéaux, ne manqueront pas de se lever de nouvelles et prometteuses générations de leaders autochtones!





Conclusion :

des étincelles d'espérance

Invisibles et réduits à n'être que « marginalité dans la marginalité », c'est ainsi qu'on avait cherché à cerner, au tout début de ces mémoires, ce qui constituait le propre des Autochtones composant avec la réalité urbaine. Comme si on voulait par là mettre en lumière les difficultés que ces derniers devaient affronter : eux qui restent encore si souvent ignorés de tous, sans « voie pavée » devant eux pour sortir des impasses de la pauvreté et de la discrimination, ni « voix forte » pour être reconnus, par l'opinion publique allochtone et les autorités gouvernementales, en tant que membres à part entière des Premières Nations autochtones.

Mais, en refermant ces mémoires, le lecteur se sera peut-être laissé gagner par un autre sentiment, celui de cette longue marche prometteuse des Autochtones vivant en milieu urbain... et des étincelles d'espérance qui l'accompagnent.

N'indiquent-elles pas – avec le recul du temps – qu'en dépit de toutes les difficultés qui se dressent sur le chemin, il est possible sinon de gagner la



bataille de la dignité collective et de la reconnaissance, du moins de l'entreprendre et obtenir quelques francs succès, en somme de s'ouvrir à de nouveaux possibles.

Encore faut-il pour cela avoir pu mesurer le chemin parcouru, apprécier les bons comme les mauvais coups. Et surtout ne pas craindre de faire œuvre de mémoire, de se rappeler ce qui a été oublié, enfoui, déconsidéré par ceux qui cherchent à s'approprier l'histoire à leur profit. Car si résister, c'est créer, inventer, faire face, de manière féconde, à des situations nouvelles, c'est toujours en même temps mener la bataille de la mémoire.

Et tel a été l'objectif de ces mémoires : aider à faire renaître des pans entiers de l'histoire souterraine des Autochtones vivant en milieu urbain, l'histoire de leurs revendications, de leurs combats au quotidien, de leurs victoires et avancées, de leur organisation collective chaque fois plus forte, et de la fondation de ces huit centres d'amitié autochtones si nécessaire.

Sans oublier pour autant de rappeler que la bataille de la mémoire est une bataille de grande ampleur qui ne concerne pas simplement ce qui s'est passé durant les dernières décennies pour les Autochtones urbains, mais qui touche aussi l'histoire de tous les Autochtones en terre d'Amérique.

Voilà pourquoi il est si nécessaire de revenir à l'histoire des oubliés. Car ce n'est qu'en s'y enracinant qu'on pourra débusquer – au revers même de l'histoire officielle – le rôle décisif joué par les Premières Nations du Québec ainsi que toutes les luttes si vitales qu'elles ont menées, toutes les aspirations à une vie digne qui n'ont cessé de les hanter et leur ont permis de vivre et d'exister jusqu'à aujourd'hui.





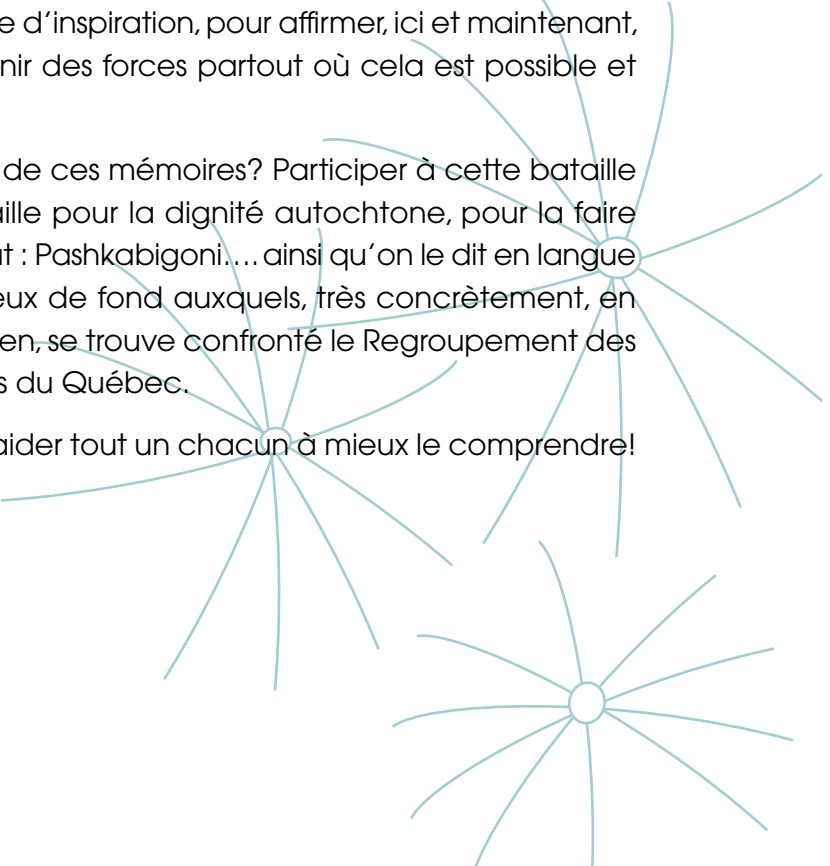
C'est aussi de cette tradition que se revendiquent les Autochtones vivant en milieu urbain; c'est de cette filiation et de ces aspirations inaccomplies qu'ils se reconnaissent, et c'est à partir d'elles qu'ils s'emploient, ici et maintenant, à actualiser la culture qui est la leur, celle à travers laquelle ils s'identifient parce qu'ils l'ont choisie activement et librement!

Faire œuvre de mémoire, c'est donc aussi tenter de réactualiser la mémoire de ses racines, la mémoire de la terre et des territoires, la mémoire des ancêtres et des traditions, la mémoire des rêves des générations passées, la mémoire des désirs de reconnaissance non accomplis, la mémoire des résistances et des luttes, la mémoire des insatiables volontés de changement.

Non pas pour sombrer dans la nostalgie ou s'enfermer dans un passé qui n'est plus; mais comme source d'inspiration, pour affirmer, ici et maintenant, l'identité autochtone, pour unir des forces partout où cela est possible et transformer le présent.

N'est-ce pas la raison même de ces mémoires? Participer à cette bataille de la mémoire, à cette bataille pour la dignité autochtone, pour la faire connaître et l'essaimer partout : Pashkabigoni.... ainsi qu'on le dit en langue algonquienne! Tels sont les enjeux de fond auxquels, très concrètement, en soutenant les siens au quotidien, se trouve confronté le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Puisse la lecture de ce texte aider tout un chacun à mieux le comprendre!



Notes

- 1 Données des Affaires indiennes et Nord Canada, (2005).
- 2 Données de l'ONU (2005), Rapport sur les conditions socio-économiques des Autochtones du Canada soumis à la Commission des droits de la personne de l'ONU.
- 3 Données de Statistique Canada (2006), Portrait de la scolarité.
- 4 Cette dernière série de données concerne le Québec et provient des données de Statistique Canada (2001).

Bibliographie

1. Regroupement des centres d'amitié autochtones (RCCAQ), *Les Autochtones en milieu urbain : une identité revendiquée*, Québec, juillet 2006.
2. Regroupement des centres d'amitié autochtones (RCCAQ), *Portrait de la Littérature dans le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, Québec, 2008.
3. Regroupement des centres d'amitié autochtones (RCCAQ), *Rapport annuel d'activités (2006/2007)*
4. Danielle Descent, Tshiuettin Vollant, *Étude de besoins et profil de la clientèle autochtone du milieu urbain de Sept-Îles en vue de l'implantation d'un Centre d'amitié à Sept-Îles*, Sept-Îles, mars 2007.
5. Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, *Projet Pashkabigoni, Élargir le cercle de la communauté autochtone*, Québec, mars 2002.

Listes de sigles

ANCA :	Association nationale des centres d'amitié autochtones
APNQL :	Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador
CAAVD :	Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or
CAALT :	Centre d'amitié autochtone de La Tuque
CAAS :	Centre d'amitié autochtone de Senneterre
CAAL :	Centre d'amitié autochtone de Lanaudière
CAASI :	Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles
CICC :	Centre indien cri de Chibougamau
CFAMU :	Centre de formation autochtone en milieu urbain
CAAM :	Centre d'amitié de Montréal
CAAQ :	Centre d'amitié autochtone de Québec
CJPNQL :	Comité des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador
CLSC :	Centre de santé et de services sociaux
CNA :	Conseil de la Nation atikamekw
CPJAMU :	Centres polyvalents pour les jeunes autochtones en milieu urbain
DRHC :	Ressources humaines et Développement social Canada
DRHPNQL :	Développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec et du Labrador
FAQ :	Femmes Autochtones du Québec
PAPA :	Programme d'aide préscolaire aux Autochtones.
PCAA :	Programme des centres d'amitié autochtones
RCCAQ :	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
S.É. :	Secrétariat d'État du Canada (ancêtre de Patrimoine canadien)

Pashkabigoni

Une histoire pleine de promesses

Mémoires
du Mouvement des centres d'amitié autochtones
du Québec (1969-2008)

L'histoire des centres d'amitié autochtones du Québec est une histoire de dévouement, de courage et de ténacité, une histoire faite d'approfondissements progressifs, de reculs temporaires, de victoires incertaines, une histoire qui nous fait saisir l'immense chemin parcouru, mais aussi tout ce qu'il reste à entreprendre, une histoire dont chaque avancée nouvelle fait figure d'étincelles d'espérance.



Regroupement des centres
d'amitié autochtones du Québec



Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales

Québec

